Exco
& Associés

L'Aiglon - 42 avenue de la Grande Armée
75017 Paris
Tel : 01 58 05 22 30
Fax : 01 58 05 22 31

# CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NICE

*4 avenue Reine Victoria*

**06003 NICE**

## RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

## EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2018

Exco
& Associés

L'Agora - 42 avenue de la Grande Armée
75017 Paris
Tel : 01 58 05 22 30
Fax : 01 58 05 22 31

Au Conseil de Surveillance du Centre Hospitalier Universitaire de Nice,

## Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de votre Conseil de Surveillance, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du Centre Hospitalier Universitaire de Nice relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français applicables aux Etablissements Publics de Santé repris dans l'instruction budgétaire et comptable M21, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'établissement à la fin de cet exercice.

## Fondement de l'opinion

### *Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### *Indépendance*

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Par ailleurs, les services autres que la certification des comptes que nous avons fournis au cours de l'exercice à votre établissement et qui ne sont pas mentionnés dans le rapport de gestion ou l'annexe des comptes annuels sont les suivants :

- Accompagnement à la fiabilisation de l'intégration comptable par composants des immobilisations corporelles et des aspects fiscaux consécutifs à l'intégration de l'opération Pasteur II.

## Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants exposés dans l'annexe du compte financier concernant :

- En page 28 au sein du §1.4, il est indiqué les modalités ayant conduit à la constitution d'une provision pour risque de 700 K€ relative au contrôle fiscal en cours suite à la demande de remboursement du crédit de TVA de 2.390.144 € faite par le CHU dont le principe a été antérieurement accepté par l'administration fiscale.

- Le changement de méthode relatif au retraitement des ressources (page 22) ;
- Les corrections d'erreurs relatives notamment :
    - Aux amortissements des immobilisations (page 23) ;
    - A la régularisation du compte 1022 (page 23) ;
    - A la régularisation des subventions d'investissement (page 23).
- La participation au GCS IUFC (page 46) ;
- La présentation des produits d'exploitation (page 49), la présentation de la provision pour dépréciation (page 8) ;
- Les principes et méthodes comptables qui précisent que l'application Hélios a fait l'objet d'un rapport ISAE3402 Type II par un cabinet externe (page 3).

**Justification des appréciations – Points clés de l'audit**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

- Lors des exercices précédents, nous avions formulé une réserve relative à la TVA car l'avancement du dossier fiscal, particulièrement au titre des régularisations intervenues pour la méthode de l'affectation, ne nous permettait pas d'en apprécier l'issue, ce qui constituait une limitation à nos contrôles.

  L'évolution des différentes composantes du dossier en 2018 est décrite dans la section « 1.4. Circonstances empêchant de comparer d'un exercice sur l'autre certains postes (PF3) » au paragraphe « TVA déductible sur les achats et les investissements » en pages 27 et 28 de l'annexe. Pour rappel, une régularisation en matière de TVA déductible de 3 560K€ avait été comptabilisée suite au passage à la méthode de l'affectation. Cette opération avait fait l'objet d'une demande de rescrit auprès de l'administration fiscale pour remboursement. La totalité du montant, comptabilisé en produits à recevoir, avait été provisionné en intégralité sur 2017 dans l'attente d'une réponse de l'administration fiscale.

  Fin août 2018, un second examen a permis de statuer positivement sur la validité du crédit de TVA constitué. Ainsi, la provision initiale de 3 560K€ a été reprise à hauteur de 2 860K€ sur l'exercice 2018

  Il convient de noter qu'en avril 2019, la DGFIP a émis un avis de vérification de comptabilité portant sur les taxes assises sur le chiffre d'affaires. Le contrôle est toujours en cours à la date d'émission de notre rapport (voir aussi en ce sens l'observation faite au § « Observations » du présent rapport.

- *Valorisation des recettes de l'activité séjours afférentes à l'activité soins (T2A)*

  Les recettes de l'activité séjours correspondent aux facturations des séjours d'hospitalisation émises envers l'assurance maladie, les mutuelles et les patients le cas échéant. Ces recettes sont calculées selon le cadre règlementaire de financement de l'activité (« T2A ») comme indiqué dans la note relative aux produits en page 49 de l'annexe du compte financier.

*Risque identifié*

La fiabilité des recettes comptabilisées liées aux séjours dépend :

- De la complétude des éléments constitutifs du dossier de séjour d'hospitalisation ;
- De la correcte application à ces éléments, sous la responsabilité du département d'information médicale (« DIM »), de règles de codage spécifiques définies principalement dans le référentiel universel CIM-10.

L'approche qualité élaborée par le DIM, recense les risques et les procédures mises en œuvre. La correcte valorisation des recettes liées aux séjours repose essentiellement sur l'adéquation de la conception du PAQ et sur l'efficacité de son fonctionnement.

Dans ce contexte nous avons estimé le risque portant sur la valorisation des recettes liées aux séjours comme un point clé de l'audit.

*Procédures d'audit mises en œuvre en réponse à ce risque*

Nous avons effectué une revue critique des risques mis en évidence par le DIM de l'établissement et évalué l'adéquation de l'approche qualité qui vise à les couvrir. Pour ce faire, nous avons eu recours à un expert externe Médecin de l'Information Médicale qui nous a assisté dans la réalisation des travaux suivants :

- Prendre connaissance de l'environnement de contrôle des processus pilotés par le Département d'Information Médicale (organisation, équipe, outils),
- Apprécier le caractère approprié des contrôles prévus par le PAQ au regard des risques identifiés,
- Pour une sélection de dossiers contrôlés par le DIM de l'établissement, réexécuter les contrôles prévus par le PAQ, vérifier la traçabilité des contrôles du DIM, et comparer les résultats obtenus aux conclusions du DIM de l'établissement.

- Comme mentionné dans la partie « Observations » du présent rapport, la note relative au changement de méthode et corrections d'erreur (pages 22 et 23) de l'annexe, expose :
  - Le changement de méthode relatif au retraitement des ressources affectées du fait de la réglementation ;
  - Les corrections d'erreurs intervenues au cours de l'exercice :
    - ✓ A l'amortissement des bâtiments ;
    - ✓ A la régularisation du compte 1022 ;
    - ✓ A la régularisation des subventions d'investissement.

  Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre établissement, nous nous sommes assurés du bien-fondé de ces corrections et de la présentation qui en est faite.

- Lors de l'arrêté de ses comptes, le Centre Hospitalier Universitaire de Nice a été conduit à effectuer des estimations et à formuler des hypothèses qui concernent notamment :
  - Les provisions réglementées ;
  - Les provisions pour risques et charges ;
  - La provision pour dépréciation des créances.

  Nous avons apprécié les procédures en vigueur dans votre établissement pour leur recensement, leur évaluation et leur traduction comptable dans des conditions satisfaisantes.

  Nous nous sommes assuré que les risques et charges identifiés à l'occasion de la mise en œuvre de ces procédures, et les méthodes d'estimation retenus étaient décrits de façon appropriée dans la note relative aux Provisions pour risques et charges (pages 11 à 14) de l'annexe.

**Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres du conseil de surveillance :

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier prévu au 1° de l'article R.6145-44 du Code de la Santé Publique préparé par la direction et le comptable public et dans les documents adressés aux membres du conseil de surveillance sur la situation financière et les comptes annuels.

**Responsabilités de la direction, du comptable public et des personnes constituant la gouvernance de l'entité relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction, en relation avec le comptable public, d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'établissement à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'établissement ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directeur de votre établissement et visés par le comptable public.

**Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre établissement.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est

plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 28 juin 2019

**Le Commissaire aux Comptes**
**EXCO & ASSOCIES**

**Patrick AUMERAS**

## COMPTE FINANCIER 2018

BILAN

| ACTIF | | EXERCICE N | | | EXERCICE N-1 |
|---|---|---|---|---|---|
| | | BRUT | AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS | NET | NET |
| ACTIF IMMOBILISÉ | **IMMOBILISATIONS INCORPORELLES :** | | | | |
| | Frais d'établissement | 139 118,72 | 139 118,72 | 0,00 | 0,00 |
| | Frais d'études, de recherche et développement | 965 601,98 | 281 550,28 | 684 051,70 | -291,78 |
| | Contributions aux investissements communs des GHT | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Concessions et droits similaires, brevet, licences, marques et procédés, droits et valeurs similaires | 15 240 973,33 | 11 177 670,90 | 4 063 302,43 | 1 489 336,04 |
| | Autres immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Immobilisations incorporelles en cours | 185 758,89 | 0,00 | 185 758,89 | 7 781,50 |
| | **IMMOBILISATIONS CORPORELLES :** | | | | |
| | Terrains | 7 714 280,85 | 1 587 559,11 | 6 126 721,74 | 4 136 660,99 |
| | Constructions | 713 179 518,88 | 284 540 340,40 | 428 639 178,48 | 438 355 544,89 |
| | Installations techniques, matériel et outillage industriel | 118 648 441,67 | 89 458 415,30 | 29 190 026,37 | 31 145 458,42 |
| | Autres immobilisations corporelles | 78 685 353,63 | 66 237 096,34 | 12 448 257,29 | 11 831 918,05 |
| | Immobilisations corporelles en cours | 11 859 122,91 | 0,00 | 11 859 122,91 | 10 108 280,73 |
| | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| | Immobilisations affectées ou mises à disposition | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | **IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES :** | | | | |
| | Participations et créances rattachées à des participations | 296 701,00 | 0,00 | 296 701,00 | 296 701,00 |
| | Autres titres immobilisés | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Prêts | 14 611,62 | 0,00 | 14 611,62 | 15 577,62 |
| | Autres | 134 859,20 | 0,00 | 134 859,20 | 134 859,20 |
| | **TOTAL I** | 947 064 342,68 | 453 421 751,05 | 493 642 591,63 | 497 521 826,66 |

## COMPTE FINANCIER 2018

BILAN

| PASSIF | | EXERCICE N | EXERCICE N-1 |
|---|---|---|---|
| CAPITAUX PROPRES | APPORTS | 82 333 683,21 | 79 497 703,59 |
| | **RÉSERVES :** | | |
| | Excédents affectés à l'investissement | 102 298 621,91 | 101 716 815,86 |
| | Réserve de trésorerie | 24 021 720,70 | 24 021 720,70 |
| | Réserves de compensation | 8 595 723,51 | 7 329 765,14 |
| | **REPORT À NOUVEAU :** | | |
| | Report à nouveau excédentaire | 0,00 | 0,00 |
| | Report à nouveau déficitaire | -176 927 444,29 | -162 963 500,00 |
| | RÉSULTAT DE L'EXERCICE (EXCÉDENT OU DÉFICIT) | -3 604 325,48 | -12 435 407,65 |
| | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT | 19 733 499,38 | 12 366 516,44 |
| | **PROVISIONS RÉGLEMENTÉES** | 50 902 528,73 | 59 739 407,21 |
| | **DROITS DE L'AFFECTANT** | 0,00 | 0,00 |
| | **TOTAL I** | 107 354 007,67 | 109 273 021,29 |

## COMPTE FINANCIER 2018

BILAN

| ACTIF | | EXERCICE N | | | EXERCICE N-1 |
|---|---|---|---|---|---|
| | | BRUT | AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS | NET | NET |
| ACTIF CIRCULANT | **STOCKS ET EN-COURS :** | | | | |
| | Matières premières | 4 716,84 | 0,00 | 4 716,84 | 4 192,93 |
| | Autres approvisionnements | 11 402 579,07 | 0,00 | 11 402 579,07 | 11 122 100,43 |
| | En-cours de production de biens | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Produits | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Marchandises | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Autres stocks | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | **CRÉANCES D'EXPLOITATION :** | | | | |
| | Hospitalisés et consultants | 11 662 090,48 | 7 634 887,92 | 4 027 202,56 | 1 314 036,60 |
| | Caisse pivot | 60 691 691,23 | | 60 691 691,23 | 51 895 773,68 |
| | Autres tiers payants | 23 877 485,30 | | 23 877 485,30 | 28 140 254,53 |
| | Créances irrecouvrables admises en non-valeur | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| | Autres | 5 232 752,55 | | 5 232 752,55 | 5 139 906,77 |
| | **CRÉANCES DIVERSES :** | 30 494 295,50 | 2 736 481,13 | 27 757 814,37 | 26 290 163,49 |
| | **VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT** | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | **DISPONIBILITÉS** | 14 841 821,76 | | 14 841 821,76 | 2 519 148,70 |
| | **CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE** | 3 582 755,09 | | 3 582 755,09 | 4 211 838,73 |
| | **TOTAL II** | 161 790 187,82 | 10 371 369,05 | 151 418 818,77 | 130 637 415,86 |
| COMPTES DE RÉGULARISATION | CHARGES À RÉPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES | 22 511,26 | | 22 511,26 | 38 199,28 |
| | PRIMES DE REMBOURSEMENT DES OBLIGATIONS | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| | DÉPENSES À CLASSER OU RÉGULARISER | 72 189,75 | | 72 189,75 | 1 760 800,98 |
| | DOTATIONS ATTENDUES | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| | ÉCARTS DE CONVERSION D'ACTIF | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| | **TOTAL GÉNÉRAL** | 1 108 949 231,51 | 463 793 120,10 | 645 156 111,41 | 629 958 242,78 |



EXCO & Associés 1309

## COMPTE FINANCIER 2018

BILAN

| PASSIF | | EXERCICE N | EXERCICE N-1 |
|---|---|---|---|
| PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | PROVISIONS POUR RISQUES | 2 160 548,63 | 5 299 826,00 |
| | PROVISIONS POUR CHARGES | 20 921 338,99 | 23 094 304,22 |
| | **TOTAL II** | 23 081 887,62 | 28 394 130,22 |
| DETTES | **DETTES FINANCIÈRES :** | | |
| | Emprunts obligataires | 44 000 000,00 | 45 000 000,00 |
| | Emprunts auprès des établissements de crédit | 364 240 650,34 | 355 311 281,80 |
| | Emprunts et dettes financières divers | 4 657 004,99 | 4 806 135,75 |
| | Crédits et lignes de trésorerie | 2 400,00 | 2 600 000,00 |
| | **DETTES D'EXPLOITATION :** | | |
| | Avances reçues | 6 617 090,64 | 6 074 021,14 |
| | Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 37 972 322,00 | 27 173 321,23 |
| | Dettes fiscales et sociales | 25 931 962,85 | 25 660 074,72 |
| | **DETTES DIVERSES :** | | |
| | Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | 4 123 953,58 | 379 161,31 |
| | Fonds déposés par les hospitaliers et hébergés | 122 595,43 | 192 499,89 |
| | Autres | 2 892 809,70 | 3 401 993,38 |
| | Produits constatés d'avance | 17 880 969,65 | 16 516 046,71 |
| | **TOTAL III** | 508 441 759,18 | 487 114 535,93 |
| COMPTES DE RÉGULARISATION | RECETTES À CLASSER ET À RÉGULARISER CRÉDIT | 6 278 456,94 | 5 176 555,34 |
| | ÉCART DE CONVERSION PASSIF | 0,00 | 0,00 |
| | **TOTAL GÉNÉRAL** | 645 156 111,41 | 629 958 242,78 |



EXCO & Associés 1309

# État CR

GED

**N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE :** 006016
**NOM DU POSTE COMPTABLE :** TRES. NICE CENTRE HOSPITALIER
**ÉTABLISSEMENT : CHU NICE**

## COMPTE FINANCIER 2018

| Compte de résultat de l'établissement (toutes activités confondues) [1] | EXERCICE N | EXERCICE N-1 |
|---|---|---|
| PRODUITS D'EXPLOITATION | | |
| VENTE DE MARCHANDISES | 21 931 395,39 | 33 282 945,34 |
| PRODUCTION VENDUE | 32 722 242,65 | 32 900 609,57 |
| PRODUCTION STOCKÉE, DESTOCKAGE | 0,00 | 0,00 |
| PRODUCTION IMMOBILISÉE | 0,00 | 0,00 |
| PRODUITS DE L'ACTIVITÉ HOSPITALIÈRE | 507 571 580,60 | 508 268 022,11 |
| SUBV D'EXPLOITATION ET PARTICIPATIONS | 22 304 673,84 | 22 970 951,65 |
| REPRISES SUR AMORT, DÉPRÉC ET PROVISIONS | 9 790 631,84 | 6 259 013,56 |
| TRANSFERTS DE CHARGES D'EXPLOITATION | 0,00 | 0,00 |
| AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | 17 661 044,30 | 14 663 690,36 |
| TOTAL I | 611 981 568,62 | 618 345 232,59 |
| CHARGES D'EXPLOITATION | | |
| ACHATS DE MARCHANDISES | 0,00 | 0,00 |
| VARIATION DE STOCKS DE MARCHANDISES | 0,00 | 0,00 |
| ACHATS STOCKÉS MAT PREM ET FOURNITURES | -81 262,67 | 145 291,61 |
| VARIATION DE STOCKS MAT PREM ET FOURNIT | -523,91 | -1 720,38 |
| ACHATS STOCKÉS AUTRES APPROVISIONNEMENTS | 118 499 322,83 | 136 649 175,28 |
| VARIATION STOCKS DES AUTRES APPROVIS | -280 478,64 | 656 809,50 |
| ACHATS NON STOCKÉS MAT ET FOURNITURES | 13 004 823,33 | 9 501 239,13 |
| SERVICES EXTÉRIEURS ET AUTRES | 45 391 525,05 | 41 490 738,44 |
| IMPÔTS ET TAXES SUR RÉMUNÉRATIONS | 35 833 634,24 | 35 204 629,58 |
| IMPÔTS TAXES ET VERST ASSIMILÉS AUTRES | 592 137,32 | 769 499,93 |
| RÉMUN ET AUTRES CHARGES DE PERSONNEL | 252 335 569,05 | 249 969 301,05 |
| CHARGES SOCIALES | 93 194 313,67 | 94 467 417,96 |
| DOT AUX AMORT ET DÉPRÉC SUR IMMO | 32 852 498,38 | 33 516 339,33 |
| DOT AUX DÉPRÉC SUR ACTIF CIRCULANT | 0,00 | 2 598 241,93 |
| DOT AMORT, PROV, DÉPR RISQUES ET CHARGES | 1 905 536,13 | 1 760 791,11 |
| AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE | 22 541 475,29 | 20 715 101,14 |
| TOTAL II | 615 788 570,07 | 627 442 855,61 |
| 1- RESULTAT D'EXPLOITATION ( I-II ) | -3 807 001,45 | -9 097 623,02 |
| PRODUITS FINANCIERS | | |

[1] sans neutralisation d'opérations entre les comptes de résultat

EXCO & Associés 1309

## COMPTE FINANCIER 2018

| Compte de résultat de l'établissement (toutes activités confondues) [1] | EXERCICE N | EXERCICE N-1 |
|---|---|---|
| DE PARTICIPATIONS ET DES IMMOB FINANC | 0,00 | 0,00 |
| REVENUS DES VMP, ESCOMPTES | 237 381,85 | 65 462,40 |
| REPRISE SUR PROVISIONS | 0,00 | 0,00 |
| TRANSFERTS DE CHARGES FINANCIÈRES | 0,00 | 0,00 |
| GAINS DE CHANGE | 216,80 | 554,15 |
| PRODUIT NET SUR CESSIONS DE VMP | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL III | 237 598,65 | 66 016,55 |
| CHARGES FINANCIERES | | |
| DOTATIONS AUX AMORT ET DÉPRÉCIATIONS | 0,00 | 0,00 |
| INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES | 13 763 585,92 | 14 057 241,92 |
| PERTES DE CHANGE | 564,80 | 530,27 |
| CHARGES NETTES SUR CESSIONS DE VMP | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL IV | 13 764 150,72 | 14 057 772,19 |
| 2- RESULTAT FINANCIER ( III-IV ) | -13 526 552,07 | -13 991 755,64 |
| 3-RESULTAT COURANT ( I-II+III-IV ) | -17 333 553,52 | -23 089 378,66 |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | | |
| PROD EXCEPT OP GESTION EXERCICE COURANT | 1 333 820,94 | 1 054 081,55 |
| PROD EXCEPT OP GESTION EXER ANTÉR | 7 764 204,67 | 6 760 132,12 |
| PROD EXCEP : OPÉRATIONS EN CAPITAL | 2 768 754,92 | 672 954,50 |
| REPRISES SUR PROVISIONS RÉGLEMENTÉES | 21 248 457,48 | 21 591 633,27 |
| REPRISES SUR DÉPRÉC EXCEPTIONNELLES | 0,00 | 0,00 |
| TRANSFERTS DE CHARGES EXCEPTIONNELLES | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL V | 33 115 238,01 | 30 078 801,44 |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES | | |
| CHARGES EXCEPT EXERCICE COURANT | 262 925,54 | 166 564,28 |
| CHARGES EXCEPT EXERCICES ANTÉRIEURS | 6 475 630,26 | 6 751 498,77 |
| CHARG EXCEPT SUR OPÉRATIONS EN CAPITAL | 235 875,17 | 95 188,38 |
| DOTATIONS AUX PROVISIONS RÉGLEMENTÉES | 12 411 579,00 | 12 411 579,00 |
| DOT AUX AMORT ET AUTRES DÉPRÉC EXCEPTION | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL VI | 19 386 009,97 | 19 424 830,43 |
| 4- RESULTAT EXCEPTIONNEL ( V-VI ) | 13 729 228,04 | 10 653 971,01 |

[1] sans neutralisation d'opérations entre les comptes de résultat

Exco & Associés
1309

# État CR

GED

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 006016
NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NICE CENTRE HOSPITALIER
ÉTABLISSEMENT : CHU NICE

## COMPTE FINANCIER 2018

| Compte de résultat de l'établissement (toutes activités confondues) [1] | EXERCICE N | EXERCICE N-1 |
|---|---|---|
| 5- TOTAL DES PRODUITS ( I+III+V ) | 645 334 405,28 | 648 490 050,58 |
| 6- TOTAL DES CHARGES ( II+IV+VI ) | 648 938 730,76 | 660 925 458,23 |
| EXCEDENT OU DEFICIT (5 - 6) | -3 604 325,48 | -12 435 407,65 |

[1] sans neutralisation d'opérations entre les comptes de résultat

Centre Hospitalier Universitaire de Nice

UNIVERSITÉ CÔTE D'AZUR

# ANNEXE

# 2018

# 1. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE, PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

## 1.1. Principes et méthodes comptables (Etat PF1)

Les comptes sont établis dans le respect des principes comptables, afin de donner une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de l'établissement et de garantir la qualité et la compréhension de l'information.

Les principes comptables sont:

- le principe de continuité d'activité,
- le principe de régularité et de sincérité,
- le principe de prudence,
- le principe de permanence des méthodes,
- le principe d'intangibilité du bilan d'ouverture,
- le principe de non compensation.

Les comptes annuels sont établis conformément au référentiel comptable applicable constitué par l'instruction budgétaire et comptable M21.

Les tableaux présentés dans cette annexe sont principalement issus de l'application Hélios, application qui a fait l'objet d'un rapport de certification ISAE 3402 de type II par un cabinet externe.

### 1.1.1. Immobilisations corporelles et incorporelles et amortissement

- Coût d'entrée dans le patrimoine des immobilisations : les éléments de l'actif immobilisé sont comptabilisés à leur coût d'acquisition :

  a. Les immobilisations acquises à titre onéreux sont comptabilisées à leur coût d'acquisition (montant HT + TVA non déductible - rabais, remises, ristournes et escomptes) auquel s'ajoute les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner (ex : frais d'appel d'offres, frais d'études, frais de préparation du site, frais de livraison)

  b. Les immobilisations acquises à titre gratuit (donations, legs) sont comptabilisées à leur valeur vénale.

  c. Il est constaté une discordance entre l'actif comptabilisé dans HELIOS et la comptabilité auxiliaire de l'ordonnateur. Un des éléments explicatifs de cet écart réside dans l'application de la méthode décrite *supra* au a) à compter de 2010. Les deux comptabilités devront être rapprochées au cours des prochains exercices.

  d. Conventions d'occupation venues à échéance.

     Le CHU a signé deux conventions portant sur les bâtiments suivants :

     - Bâtiment J de l'hôpital Saint Roch (prolongée jusqu'au 31.12.2017 par convention de 1984) (réf. Cadastrale LD 283), convention avec le Département des Alpes Maritimes,

- Bâtiment Arc –INSERM à l'archet ( réf. Cadastrale NA 91), convention avec l'Université.

Ces deux conventions prévoyaient la possibilité d'édifier des constructions pendant la période de jouissance, ces constructions devant revenir au CHU à l'issue de ladite période. Ces deux conventions sont arrivées à terme (échéance de la convention dans un cas et résiliation amiable dans le second cas ) à la date du 31/12/2017.

Le transfert de propriété intervenant au 01/01/2018 conformément au courrier du Notaire (Cabinet Gilletta de Saint-Joseph, daté du 24/05/2018) ; l'intégration de ces biens à l'actif a été effectuée en 2018, selon les modalités suivantes :

- Le bâtiment J de l'hôpital Saint Roch a été comptabilisé pour une valeur de 2,9 M€ selon l'évaluation établie par les Domaines en date du 09/01/2019,

- Le bâtiment Arc –INSERM à l'archet a été comptabilisé pour une valeur de 1€, compte tenu de l'incertitude concernant l'utilisation future de ce bâtiment et du coût d'éventuels travaux afin de le rendre exploitable pour une activité médicale.

- Distinction entre charges et immobilisations : les investissements dont la valeur est supérieure à 500€ TTC et qui ont une durée de vie supérieure à 1 an, ainsi que ceux qui ont pour effet d'augmenter la durée de vie des biens sont considérés comme des immobilisations.

- Amortissement :

a. Le mode d'amortissement pratiqué est l'amortissement linéaire. Conformément aux évolutions de la réglementation comptable M21, l'établissement applique le prorata temporis pour toutes les acquisitions de l'exercice 2018, comme cela a déjà été pratiqué en 2017 pour la première fois.

b. L'amortissement par composant a été appliqué pour la première fois par l'établissement en 2015 pour les opérations Pasteur 2, Institut Claude Pompidou et l'Archet 3.

c. L'établissement a par ailleurs procédé, pour l'exercice 2016, à l'application de la méthode de l'amortissement par composant aux principales opérations de travaux de l'Archet 2 en termes de valeur nette comptable : Construction Archet 2, parking, Soins palliatifs, production énergétique, Onco-hématologie, Maternité, Laboratoire de virologie

d. Le site de Saint-Roch – à l'exception du service d'odontologie - n'a pas été exploité depuis 2017.

   En conséquence, il a été décidé d'arrêter le plan d'amortissement de ce site et de ne pas comptabiliser de dotation depuis le 31/12/2016, la quote-part relative au service d'odontologie ayant été jugée non significative.

e. La démarche de fiabilisation de l'actif entreprise par le CHU a conduit à transférer la gestion des bâtiments d'excel au module de suivi des immobilisations du logiciel comptable. Ce transfert a impliqué des modifications des modalités d'amortissement. Ainsi, à titre d'exemple, toutes les durées sont désormais inférieures ou égales à 100 ans et n'ont pas de décimale.

f. Durées d'amortissement :

Les durées d'amortissement pratiquées sont détaillées ci-dessous, exprimées en années.

- Biens amortis par composants :

| PROJET | DESIGNATION DES BIENS | DUREE |
|---|---|---|
| Hôpital Pasteur II | Composant 1 : Terrassement / Fondation / Gros œuvre / Structure / VRD | 50 |
| | Composant 2 : Menuiseries extérieures / Métallerie / Serrurerie | 30 |
| | Composant 3 : Electricité | 25 |
| | Composant 4 : Plomberie / Chauffage / Climatisation / Ventilation / Désenfumage | 25 |
| | Composant 5 : Appareils élévateurs | 25 |
| | Composant 6 : Corps d'état secondaires Menuiseries / Sols / Peinture / Agencement / Faux plafonds | 20 |
| | Composant 7 : Aménagements paysagers | 20 |
| | Composant 8 : Etanchéité | 15 |
| | Composant 9 : Cages de Faraday | 10 |
| | Composant 10 : Prestations intellectuelles | 37 |
| Institut Claude Pompidou | Composant 1 : Travaux préalables / Gros œuvre / Voieries et réseaux divers | 50 |
| | Composant 2 : Clos couverts | 30 |
| | Composant 3 : Corps d'état secondaires | 15 |
| | Composant 4 : Corps d'état techniques / Equipements techniques fixes | 25 |
| | Composant 5 : Aménagement paysager | 20 |
| | Composant 6 : Prestations intellectuelles | 34 |
| Archet II | Composant 1 : Démolition / Terrassement / Fondation / Gros œuvre / Structure / VRD | 50 |
| | Composant 2 : Menuiseries extérieures | 30 |
| | Composant 3 : Métallerie / Serrurerie | 30 |
| | Composant 4 : Electricité | 25 |
| | Composant 5 : Plomberie / Chauffage / Climatisation / Ventilation / Désenfumage | 25 |
| | Composant 6 : Appareils élévateurs | 25 |
| | Composant 7 : Menuiseries intérieures | 20 |
| | Composant 8 : Faux plafonds | 20 |
| | Composant9 : Sols | 20 |

| | | |
|---|---|---|
| | Composant 10 : Peinture | 20 |
| | Composant 11 : Agencement | 20 |
| | Composant 12 : Aménagements paysagers | 20 |
| | Composant 13 : Etanchéité | 15 |
| | Composant 14 : Prestations intellectuelles | 34 |
| Parking Archet 2 | Composant 1 : Démolition / Terrassement / Fondation / Gros œuvre / Structure / VRD | 50 |
| Soins palliatifs Production énergétique Onco-hématologie Maternité Virologie | Composant 1 : Démolition / Terrassement / Fondation / Gros œuvre / Structure / VRD | 50 |
| | Composant 2 : Menuiseries extérieures | 30 |
| | Composant 3 : Métallerie / Serrurerie | 30 |
| | Composant 4 : Electricité | 25 |
| | Composant 5 : Plomberie / Chauffage / Climatisation / Ventilation / Désenfumage | 25 |
| | Composant 6 : Appareils élévateurs | 25 |
| | Composant 7 : Menuiseries intérieures | 20 |
| | Composant 8 : Faux plafonds | 20 |
| | Composant9 : Sols | 20 |
| | Composant 10 : Peinture | 20 |
| | Composant 11 : Agencement | 20 |
| | Composant 12 : Aménagements paysagers | 20 |
| | Composant 13 : Etanchéité | 15 |
| | Composant 14 : Prestations intellectuelles | 37 |
| Archet 3 | Composant 1 : Travaux préalables / Gros œuvre / VRD | 50 |
| | Composant 2 : Clos couverts | 30 |
| | Composant 3 : Corps d'état secondaires | 15 |
| | Composant 4 : Corps d'état techniques / Equipements techniques fixes | 25 |
| | Composant 5 : Prestations intellectuelles | 33 |

- Biens hors composants :

| | | Méthodes | Durée (en années) |
|---|---|---|---|
| 2031 | Frais de recherche et développement | Linéaire | 5 |
| 2051 | Concessions et droits similaires | Linéaire | 2 à 5 |
| 2125 | Agencements et aménagements de terrains | Linéaire | 5 à 20 |
| 2131 | Bâtiments | Linéaire | 2 à 130 |
| 2135 | IGAAC | Linéaire | 1 à 67 |
| 2138 | Ouvrages d'infrastructures - Voirie | Linéaire | 15 |
| 2141 | Bâtiments – construction sur sol d'autrui | Linéaire | 5 à 14 |
| 2145 | Froid | Linéaire | 5 |

| | | | |
|---|---|---|---|
| 2151 | Installations complexes spécialisées | Linéaire | 2 à 10 |
| 2153 | Installations à caractère spécifique | Linéaire | 5 à 10 |
| 2154 | Matériel et outillage | Linéaire | 2 à 10 |
| 2182 | Matériel de transport | Linéaire | 5 |
| 2183 | Matériel de bureau et matériel informatique | Linéaire | 4 à 5 |
| 2184 | Mobilier | Linéaire | 5 à 10 |
| 2188 | Autres immobilisations corporelles | Linéaire | 3 à 5 |

### 1.1.2. Immobilisations financières

Les titres de participation sont comptabilisés à leur coût d'acquisition.
Une dépréciation est enregistrée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### 1.1.3. Stocks

Les produits et marchandises stockés sont évalués selon la méthode du Coût Moyen Unitaire Pondéré (CUMP) et ils sont réputés consommés dès la sortie du magasin sauf pour les médicaments et dispositifs médicaux.

En effet, les médicaments et dispositifs médicaux distribués par la pharmacie dans les unités de soins mais qui ne sont pas encore consommés sont intégrés à la valeur des stocks au 31/12 de chaque année (pour leur valeur TTC).

**Pour les médicaments,** la méthode appliquée est la suivante :

- Les dotations d'urgence de tous les services sont déterminées par la PUI du site concerné et donc la valorisation théorique à 100% de remplissage est connue pour l'ensemble de l'établissement.
- Un inventaire physique a été réalisé par sondage dans plusieurs services pour évaluer les écarts entre les dotations théoriques et les stocks réels un jour donné. Ce taux d'écart est appliqué à l'ensemble des dotations pour avoir une valeur estimative de l'ensemble du stock de médicaments des unités de soins.

**Pour les dispositifs médicaux,** l'estimation est également faite par sondage à partir de la comparaison des dotations théoriques et des dotations réelles constatées lors des sondages.
Pour les produits gérés en hors stock (s'agissant de hors stock, l'écart avec une dotation théorique n'est pas applicable), l'extrapolation est faite en semaines de stock constatées dans les unités contrôlées par sondage.

### 1.1.4. Créances

- Présentation des comptes : l'actif du bilan présente des créances nettes sur hospitalisés et consultants pour 4 027 202,56 €. Cette présentation de l'actif résulte de l'impossibilité du logiciel HELIOS de ventiler la provision pour dépréciation sur différents postes de tiers concernés par cette dite provision. En effet le Centre Hospitalier Universitaire de Nice a constaté des provisions au titre d'autres créances notamment les créances suivantes :
    a. créances détenues sur les caisses
    b. créances détenues sur le département
    c. créances détenues sur les autres tiers
- Principe général : Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.
- Dépréciations des créances :

La méthodologie retenue pour le budget principal est la suivante :

## Particuliers, hospitalisés et consultants (comptes 4111 et 4161)

- Pour les années 2017 et antérieures, l'établissement applique aux RAR, les taux forfaitaires globaux suivants, inchangés depuis l'an dernier, par année d'origine de la créance :
    - ✓ 2015 et antérieurs : 100 %
    - ✓ 2016 : 50 %
    - ✓ 2017 : 25 %

- Pour l'année 2018, l'établissement applique le taux de 17,60 % sur les soldes de créances de l'exercice en cours. Le taux a été calculé selon la méthode suivante :

    - les titres pris en charge au cours du 1er semestre 2018 et non recouvrés au 31/12/2018 ont un RAR moyen de 93,47 €.
    - Les titres pris en charge au cours du 2nd semestre 2018 et non recouvrés au 31/12/2018 ont un RAR moyen de 139,00 €.
    - Si on se réfère à la méthode appliquée en 2016, pour les titres pris en charge au cours du 1er semestre de l'année et non recouvrés au 31/12/2016, il était appliqué, pour la tranche 30 à 130 € un taux de provisionnement de 50 % et pour ceux pris en charge au 2nd semestre et non recouvrés au 31/12/2016 pour la tranche > 130 € un taux de provisionnement de 10 %. Ces taux étaient calculés à partir de la moyenne pondérée des taux de recouvrement estimés pour chaque strate de créances.

      La combinaison des 2 taux donne le résultat repris dans le tableau ci-dessous :

| | RAR | NB | MOYENNE | TAUX | PROVISION |
|---|---|---|---|---|---|
| 2018 4111 S1 | 798 042,62 | 9 208 | 86,67 | | |
| 2018 4161 S1 | 121 942,03 | 635 | 192,03 | | |
| **TOTAL S1** | **919 984,65** | **9 843** | **93,47** | **50,00%** | **459 992,33** |
| 2018 4111 S2 | 3 875 448,71 | 28 044 | 138,19 | | |
| 2018 4161 S2 | 47 369,70 | 177 | 267,63 | | |
| **TOTAL S2** | **3 922 818,41** | **28 221** | **139,00** | **10,00%** | **392 281,84** |
| **TOTAL 2018** | **4 842 803,06** | **38 064** | **103,06** | **17,60%** | **852 274,17** |

## Tiers payants

La méthode a été affinée en 2018 pour les tiers payants. La provision résulte de l'examen de chaque créance, auquel un taux particulier est appliqué.

- AMO comptes 4113xx et 4163xx :
  - Examen et application d'un taux RAR par RAR
- AMC comptes 4115xx et 4165xx :
  - Examen et application d'un taux RAR par RAR
- Département (compte 4114,4164) Etat (compte 4116,4166) et autres EPS (compte 4117,4617)
  - Examen et application d'un taux RAR par RAR

**Produits divers (comptes 46721,46726,467411 et 467416)**

- Examen et application d'un taux RAR par RAR

Pour les budgets annexes la méthodologie est la suivante :

### BUDGET E1 et E2 EHPAD

- Hébergés payants (comptes 4111,4161) : application de la même méthode que pour les hospitalisés et consultants sauf sur les créances de l'exercice 2018 où l'examen et l'application d'un taux RAR par RAR ont été retenus ;
- Hébergés admis à l'aide sociale (comptes 4114,4164)
  - antérieurs à avril 2011 : provisions à 100 %
  - à compter de 2011 dette du CD 06 : application d'une méthode globale pour les 2 EHPAD : cumul des RAR dont on déduit les RAC 2018 annoncés et les trop versés par le CD 06 comme le montre le tableau ci-dessous

| | |
|---|---|
| TOTAL TITRES | 1 873 347,18 |
| TOTALTROP VERSE A EMPLOYER | 1 434 283,33 |
| Prevision nv RESTE DU SUR TITRES SI EMARGEMENTS DES TROP VERSES | 439 063,85 |

- Produits divers (comptes 4671,46726, 4141,4146, 476411,476416,) : Examen et application d'un taux RAR par RAR

**BUDGET A DOTATION NON AFFECTEE**

- Examen et application d'un taux RAR par RAR

**BUDGET C IFSI ET AUTRES ECOLES**

- Examen et application d'un taux RAR par RAR

**BUDGET P1 CAMSP ET P4 CSAPA**

- Examen et application d'un taux RAR par RAR

### 1.1.5. Subventions d'investissement

Les financements identifiés comme des subventions d'équipements ou d'investissement sont imputés au compte 13 dès leur notification sous réserve de conditions résolutoires ou suspensives.

Les subventions amortissables sont reprises par fraction sur la même durée que celle de l'amortissement des biens financés pour atténuer l'impact des amortissements sur le compte de résultat (c/777).
Les financements qui n'ont pu être enregistrés car conditionnés à la présentation de pièces justificatives relatives à la réalisation de la dépense sont précisés dans l'état de l'annexe BI 5.

### 1.1.6. Provisions

#### a) Provision pour Renouvellement des Immobilisations (PRI)

Conformément aux principes prévus par l'instruction budgétaire et comptable M21, cette provision réglementée est fondée sur le principe d'une allocation anticipée d'aides destinées à la couverture des surcoûts d'exploitation générés par les nouveaux investissements, sous forme de dotations budgétaires supplémentaires versées par l'assurance maladie.

L'établissement dote les PRI exclusivement et à hauteur de l'intégralité des dotations budgétaires attribuées au titre de l'aide à l'investissement (dotations FIR et AC notifiées par l'Agence Régionale de Santé).

La reprise de la provision au compte de résultat a pour effet d'atténuer le montant des dotations à l'amortissement et des charges financières liés aux biens financés au niveau des résultats de l'exercice.

La reprise de la provision est constatée à hauteur des surcouts de l'opération Pasteur 2, et se décompose donc comme suit :

- en reprise sur amortissement : la reprise de l'année N est égale à la dotation aux amortissements de l'année N de l'opération Pasteur 2 ;
- en reprise sur frais financiers : la reprise de l'année N est égale à une quote-part des charges financières totales dues au titre de l'année N. Chaque année, le ratio suivant est calculé :
  Mandats Pasteur 2 comptabilisés en N (classe 2) / Capital des emprunts souscrits en N
  Ce ratio définit ainsi la part des emprunts souscrits en année N ayant financé l'opération Pasteur 2. Ce ratio est ainsi appliqué à chaque emprunt et appliqué à l'échéancier des charges financières qu'il génère.

#### b) Provisions pour risques et charges

Évaluées à l'arrêté des comptes, les provisions pour risques et charges sont des passifs probables dont l'échéance ou le montant n'est pas fixé de façon précise.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable M21, l'établissement constate une provision pour risques et charges dès lors :

- Qu'il existe, à la clôture de l'exercice, une obligation légale, réglementaire, conventionnelle ou reconnue par l'établissement ;
- Qu'il est probable ou certain à la date d'établissement des comptes qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de tiers sans contrepartie équivalente de celui-ci, si cette sortie de ressources peut être estimée de manière fiable.

L'établissement reprend la provision pour risques et charges constatée intégralement quand l'établissement n'a plus d'obligation ou quand il n'est plus probable que cette obligation entraînera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente de la part du tiers. Il reprend la provision pour risques et charges partiellement en cas d'évaluation à la baisse du risque existant à la clôture de l'exercice.

- Provisions pour risques :
    - Litiges en cours : Il s'agit de :
        - contentieux sociaux. Est pris en compte le risque estimé au réel par la DRH et la DAM
        - contentieux travaux. Est pris en compte le risque estimé au réel hors litiges liés à l'opération Pasteur 2 traités en investissement
    - Le contrôle de la tarification à l'activité (T2A) 2015, a donné lieu à deux notifications d'indu : notification d'indu émise le 25 novembre 2016 par le RSI 06 (devenu URSSAF) et notification d'indu émise le 24 janvier 2017 par la CPAM 06. Ces décisions ont été contestées devant le pôle social du Tribunal de grande instance de Nice et sont provisionnées au 31/12/2018 dans l'attente des prochaines audiences.
    - TVA : l'application de la méthode de l'affectation pour le calcul de la TVA déductible a fait l'objet d'une demande de rescrit auprès de l'administration fiscale le 22/02/2017. Cette demande a ensuite fait l'objet d'un second examen le 02/07/2018 par le Collège de second examen des rescrits de la DRFIP.
      En date du 28/08/2018, la DDFiP a adressé au CHU l'avis du Collège de second examen.
      Ce dernier a considéré que le crédit de TVA relatif à l'année 2012 a valablement été constitué et pouvait faire l'objet d'une imputation ou d'un remboursement.

      Dès lors, le CHU a demandé sur la déclaration CA3 d'août 2018, le remboursement du crédit de TVA total existant à cette date soit 2 390 144 € et repris intégralement la provision pour risque constituée.

      Le 8/04/2019, le CHU a reçu un avis de vérification de comptabilité émanant de la DGFiP. Ce contrôle est toujours en cours à la date d'arrêté des comptes.

      Au regard de contrôle en cours, une provision pour risque de 700 000 € à été constituée à la clôture 2018.

- Provisions pour charges :

- Participation du CHU au résultat de l'ESPIC CHU LENVAL :

  Depuis le 31/12/ 2016, le CHU n'est plus tenu de participer au déficit de l'ESPIC. De ce fait le CHU n'a pas doté en 2018 de provision pour charge à cet effet.

- Passifs sociaux

  - **Provisions pour charges de personnel – CET**

Les provisions pour charges de personnel CET ont pour objet la couverture des engagements de l'établissement vis à vis du personnel en termes de jours de congés, RTT et heures supplémentaires non pris et épargnés en compte épargne temps.

A ce titre, la provision CET prend en compte le nombre de jours épargnés et maintenus en stocks au 31 décembre. A ce stock est ajoutée l'estimation des droits restant au 31/12/2018 (CA/RTT/HS), destinés à alimenter le CET post-clôture.

*Méthodes PNM : Evaluation* de la provision des soldes de CET au 31/12/ N en considérant que tous les jours au-dessous du seuil de 20 jours seront obligatoirement utilisés en droits à congés ou perdus (en aucun cas monétisables).

Il est valorisé tous les jours inférieurs à ce seuil de 20 par le taux de charges d'une journée de travail.

Les jours au-dessus du seuil des 20 jours seront quant à eux, évalués au taux de charges d'une journée payée.

Le montant des CET est ensuite révisé avec inclusion des estimations de dépôts N+1 au titre de N avec un taux de charge équivalent à la monétisation.

La valorisation journalière est effectuée conformément au décret n°2012-1366, soit en appliquant pour chaque jour épargné la valorisation brute forfaitaire suivante :

- Catégorie A : 125 €
- Catégorie B : 80 €
- Catégorie C : 65 €

Pour l'exercice 2018, les taux de charges retenus sont les suivants :

- Titulaire
- Jours consommés : 53 %
- Jours payés : 21 %
- Contractuels :
- Jours consommés ou payés : 49 %

- *Méthodes PM :* Les compteurs CET PM sont suivis dans le logiciel de GTT « Agiletime ». Une extraction de ces compteurs au 31/12 de l'année N permet d'évaluer la provision CET.

- CET dit Historique Socle

Le CET Historique Socle correspond aux jours déposés au 31/12/2012 par les praticiens au titre de l'intégralité des jours acquis depuis 2002 et ou du reliquat restant après le choix fait pour l'indemnisation des CET. Depuis le 31/12/2012 ce compteur ne peut plus être alimenté. Le socle est amené à diminuer d'année en année (jusqu'à disparaître) suite aux départs des praticiens.

- Jours restants au 31/12/N

Ce compteur totalise le passif social au titre des congés et RTT de l'année non pris au 31/12 et qui n'a pas encore fait l'objet d'une demande de versement dans le CET Pérenne.

Il est à noter que sauf dérogation exceptionnelle le personnel mono appartenant doit solder ses congés au 31/12/N. Le personnel HU est retiré de ce compteur car il n'ouvre pas de droit au CET.

Le total obtenu est ajusté d'un taux de progression qui est déterminé chaque année. Ce taux (exprimé en pourcentage) correspond à la moyenne sur les 3 dernières années du nombre de jours déposés sur le CET par rapport au nombre de jours restant au 31/12.

- CET PERENNE

A compter du 01/01/2013 les jours mis dans le CET sont dits Pérennes. Depuis cette date ce compteur (qui remplace le CET Historique) totalise le versement des jours de CA et RTT en tant que CET. Chaque année les praticiens peuvent opter pour l'indemnisation de la totalité du CET (en dehors d'un socle de 20 jours) ou le stockage de l'intégralité de ces CET.

Il a été demandé dans le cadre du CREF de limiter la progression des jours à mettre sur le CET Pérenne. En 2015 un plafond moyen de 8 jours par Pôle a été fixé, ce plafond a été ramené à 7 en 2016.

Cette provision est valorisée forfaitairement conformément au décret n°2012-1481 en appliquant pour chaque jour épargné la valorisation brute forfaitaire de 300€. A cette base est appliqué un taux de charges de 45,66%, correspondant au taux moyen de cotisations patronales observé sur l'année.

- **Provision pour charges ARE**

L'établissement assure lui-même le risque de chômage de ses agents et prend à sa charge l'indemnisation au titre du chômage de ses anciens agents. Une provision est alors constituée sur la base des droits acquis restants à la clôture pour certains agents. Le CHU utilise le logiciel GALPE-Info Décision qui permet d'extraire l'indemnisation restant à devoir au 31/12 par bénéficiaire jusqu'à épuisement de leurs droits. Seuls les montants restants dus des agents ayant été indemnisés en décembre de l'année N sont retenus

- **Provision CNRACL**

La provision porte sur les dossiers en instance de validation auprès de la CNRACL. Au 31/12/2018, le nombre de dossiers en cours est de 408. Le coût moyen retenu pour l'évaluation de la provision a été calculé sur la base des validations constatées l'année de constitution de la provision, en distinguant les années d'études des validations d'années de contractuels.

Ainsi, le coût moyen d'un dossier en cours sans rachat d'études a été évalué à 8 500 €, le coût moyen du rachat d'années d'études a été estimé à 13 200 €.

En effet, à ce jour, après la décision du Conseil d'Etat du 16 février 2016 invalidant le rachat des années d'études, la réglementation applicable est le décret n° 2016-1101 du 11 août 2016 relatif à la validation des années d'études d'infirmier, de sage-femme et d'assistant social des agents affiliés à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales.

Ce décret infirme la position du Conseil d'Etat du 16 février 2016, puisqu'il précise que les années de service de contractuel ET les années d'études rentrent dans le dispositif des validations de service, et peuvent donc, à ce titre, faire l'objet de rachats des cotisations retraite.

Le dispositif étant clos depuis le 01/01/2015, aucune nouvelle demande ne peut être déposée à compter de cette date. Ainsi, seules des reprises sur provision seront constatées (sauf cas particuliers à la marge) pour illustrer notamment :
- Les demandes de rachats abouties sur l'exercice,
- Les demandes de rachats qui n'aboutiront pas, suite au rejet du devis par l'agent (tacite ou non)

Les reprises sur provision sont effectuées au coût réel. Néanmoins, nous constatons une nette cohérence entre les couts réels et les couts moyens retenus pour le calcul de la provision initiale.

### 1.1.7. Emprunts

- Les caractéristiques de la dette du CHU sont détaillées dans les états BI8 et BI9.
- L'établissement n'a pas recours à des opérations de couverture.

### 1.1.8. Dettes

Les dettes sont comptabilisées à leur valeur nominale.

Les intérêts moratoires ne sont pas comptabilisés dès le dépassement du délai de paiement. Ils sont comptabilisés sur demande du fournisseur.

### 1.1.9. Séparation des exercices

#### a) Produits à recevoir

L'établissement comptabilise un produit à recevoir (PAR) dès lors que son montant est évaluable et qu'il correspond à une prestation effectuée avant le 31 décembre dudit exercice.

- **Produits à recevoir-Titre 1** : sont comptabilisés principalement :
  - Le rattachement des produits de l'activité hospitalière en fin d'exercice, pour la part correspondant à la valorisation de l'activité transmise sur la plateforme epmsi fin janvier au titre du mois de décembre (séjours de l'exercice clos au 31/12).
  - Le rattachement des financements AC complémentaires au titre de l'activité T2A 2018, selon l'arrêté de l'ARS du 28 mars 2019
  - Les produits à recevoir au titre des séjours dits « à cheval » (séjours MCO de l'exercice non clos au 31/12).

    La méthodologie appliquée est la suivante :

    Repérer les séjours MCO débutés l'année N et terminés l'année N+1
    Etablir la liste des RUM des séjours concernés selon le type d'autorisation de chaque UM (pour le calcul des suppléments)
    Rapporter chaque journée de chaque RUM à l'année N ou N+1

    - Pour les séjours terminés et groupés au moment de la réalisation de la répartition des recettes :

    Calcul de la valorisation totale (tarif du RSS + extrêmes hauts – extrêmes bas)
    Calcul de la recette journalière moyenne du séjour (valorisation totale / durée de séjour)
    Attribution des recettes par année aux différents RUM pour les années N et N+1
    Répartition des suppléments de soins critiques (Réa, SI, etc.) en fonction des autorisations d'UM

    - Pour les séjours non achevés ou non groupés :

    Pour les séjours non terminés, la date de réalisation est considérée comme date de sortie.
    Selon la même méthodologie que précédemment, calcul des recettes par RUM et pour les années N et N+1.

    - Pour l'ensemble des séjours à cheval :

    Addition par année N et N+1 des recettes obtenues précédemment.

    Le calcul des produits à recevoir pour les séjours dits « à cheval » est réalisé pour les produits de la tarification des séjours, en appliquant le taux de prise en charge de l'assurance maladie de l'exercice concerné.

- Les produits à recevoir au titre des séjours dits « à cheval » pour les molécules onéreuses et les dispositifs médicaux implantables.

  La méthodologie appliquée est la suivante :

  - Extraction par le DIM via Clinicom d'une liste des séjours à cheval sur les 2 exercices
  - Croisement de cette liste avec les fichiers Fichcomp MO et DMI et ne conserver que les lignes identifiées comme séjours à cheval
  - Recherche pour chaque administration/pose du Tarif de Responsabilité
  - Calcul de la Dépense au Tarif de Responsabilité (Tarif de Responsabilité * Quantité)
  - Calcul de la Dépense CHUN (Prix d'achat * Quantité)
  - Calcul de la Dépense T2A accordée (Dépense CHUN + [[Dépense au Tarif de Responsabilité – Dépense CHUN]/2] )
  - Pour les MO, identification du type de médicaments : MOL / ATU / ART.48 / Thrombolytiques
  - Puis, au moyen d'un tableau croisé dynamique, et en fonction de la date d'administration, répartition des montants par exercice.

- Le financement des stages hospitaliers des étudiants du 01/10/2018 au 31/12/2018 au prorata des crédits alloués au CHU pour la période du 1/10/2017 au 30/09/2018.

- **Produits à recevoir-Titre 2** : est comptabilisé le rattachement d'actes de laboratoire.
Suite à la modélisation de la MIG RIHN, la dotation rémunère désormais l'activité de prescripteur du CHU (examens effectués in situ ou externalisés). L'activité réalisée par le CHU pour les établissements prescripteurs est maintenant financée par la facturation.

  Un rattachement de produits a été effectué au titre du rattrapage de refacturation aux autres établissements et laboratoires des RIHN pour les exercices 2017 et 2018, selon la méthodologie ci-dessous.

  Pour l'estimation de la facturation 2017 :

  Sur la déclaration FICSHUP activité 2017 des actes de biologie hors nomenclature réalisés pour nos demandeurs (établissements extérieurs) et des factures non émises à leur encontre, chaque acte est référencé dans une nomenclature réglementaire (listes RIHN & LC) avec l'attribution d'un coefficient (COTATION) en lettre clé BHN ou AHC.

  Le cout d'une unité de coefficient est :

  - soit le tarif CPAM (0.27 cts)
  - soit le tarif négocié dans le cadre de convention inter-établissement

  La facturation pour chaque demandeur & chaque acte réalisé est la suivante :

  Facturation = (nbre actes réalisés * coefficient de l'acte * tarif unitaire coefficient) – (nbre actes facturés * coefficient de l'acte * tarif unitaire coefficient)

Pour l'estimation de la facturation 2018 :

Nous avons reconduit l'activité 2017 du Laboratoire de Génétique des Tumeurs Solides (LGTS), et en estimant qu'à 50% le potentiel de recouvrement.

- Produits à recevoir-Titre 3 dont les principaux sont relatifs à :

  - Rétrocessions de médicaments, valorisés au réel par rapprochement des données issues de la pharmacie qui attestent des dispensations réalisées, et des données de la facturation qui attestent de ce qui n'a pas été facturé.

  - Recherches cliniques
    Des produits à recevoir ont été identifiés lors de la clôture budgétaire 2018 sur les projets à promotion interne, à promotion externe et sur les comptes recherche:

    - Financements AAP ministériels : l'estimation du PAR est réalisée en fonction des objectifs à atteindre pour activer la tranche suivante du programme (même si la DGOS n'a pas encore validé la réalisation de ces objectifs).

    - Financements des projets à promotion externe : évaluation des PAR à partir du logiciel de gestion des essais cliniques de la DRCI (Easydore). Tous les actes et prestations réalisés sur l'exercice mais non facturés aux promoteurs des essais sont identifiés et constituent des PAR.

    - Financements des projets à promotion externe non suivis dans EASYDORE : l'établissement n'a pas pu comptabiliser de produits à recevoir pour ces projets, faute de moyens pour les valoriser. Ils représentent 68% du total projets mais il convient de préciser qu'une partie concernent des projets non démarrés sans incidence financière dans les comptes. Sur N-1, des rattachements avaient pu être faits à ce titre grâce aux informations transmises par les promoteurs, qui n'ont pas souhaité reproduire ce procédé trop long sur 2018. Cette problématique sera résolue avec le déploiement total d'EASYDORE

    - Autres subventions / Autres partenariats : enregistrement d'un PAR dans le cas où le fait générateur définit dans la convention financière pour l'année de l'exercice a été atteint et pour lequel le titre de recette du montant associé n'a pas été transmis à l'organisme financeur.

  - Activité libérale : 4ème trimestre
    Le rattachement à l'exercice pour la redevance d'activité libérale est évalué à partir de l'activité réalisée sur les trois premiers trimestres de l'année N. La moyenne des trois premiers trimestres est effectuée pour évaluer le montant du 4éme trimestre.

  - Médecine légale : rattachement de la subvention annuelle 2018 sur la base du montant de l'exercice 2017.

  - Subvention régionale de fonctionnement des écoles : rattachement de 20% de la subvention annuelle en lien avec les modalités de paiement du Conseil Régional.

  - Produits de l'ANFH au titre de l'enseignement formation et traitement congés de formation professionnelle.

- Indemnités journalières du personnel non médical et médical sur la base du nombre de jours de maladie, maternité, AT sur l'exercice défalqué du montant des indemnités journalières déjà encaissé au titre de l'année.

### b) Produits Constatés d'Avance

Concernant les dotations (DAF, MIGAC, FIR), lorsque la notification porte sur plusieurs exercices, le montant comptabilisé sur l'exercice est déterminé au prorata des périodes concernées (exemple : internes, consultants).

Lorsqu'une subvention d'exploitation est allouée à l'établissement mais que la charge correspondante n'a pas été réalisée, les sommes perçues sont comptabilisées en produits constatés d'avance.

Lorsqu'une recette diverse (principalement liée à la recherche clinique) a été intégralement facturée par l'établissement alors que la prestation correspondante n'a pas été intégralement réalisée, les sommes perçues sont comptabilisées en produits constatés d'avance

Dans le cadre des projets à promotion interne, des comptes recherche et des promotions externes suivis avec des UF spécifiques, lorsque la totalité des financements alloués pour l'année n'ont pas été dépensés, un produit constaté d'avance est comptabilisé à la fin de l'exercice et reporté sur l'exercice suivant.

### c) ICNE

Les intérêts sur emprunts dus au 31 décembre mais non échus sont valorisés conformément aux modalités de calcul applicables à chaque emprunt contracté.

Les ICNE sont calculés sur la base de 360 jours par an (mois de 30 jours), selon l'estimation produite par l'outil de gestion de la dette de Finance Active.

### d) Charges à payer

Les charges à payer sont valorisées sur la base des montants engagés. Les charges à payer rattachées à l'exercice comprennent :

- la valorisation des marchandises et prestations réceptionnées non comptabilisées (factures fournisseurs non parvenues), effectuée sur la base des montants engagés,
- la valorisation des charges de personnel et charges afférentes (dettes fiscales et sociales), effectuée après recensement des éléments à rattacher à l'exercice sur la base des éléments connus (prime de service, heures supplémentaires, gardes et astreintes etc.). Le chiffrage des rattachements est effectué par les directions fonctionnelles (ressources humaines et des affaires médicales) sur la base d'éléments connus ou estimés.
- la valorisation de prestations (laboratoires, produits sanguins labiles, prestations médicales diverses) à rattacher à l'exercice sur la base d'estimation de montants significatifs réalisés sur une période antérieure pour différents fournisseurs. La valorisation des prestations à rattacher est estimée par les services des directions fonctionnelles concernées.

Dans le cadre de la recherche clinique et dans le cas de la promotion interne, les dépenses suivantes sont rattachées :

- Dépenses liées aux centres associés : un bilan des inclusions, des actes médicaux réalisés et forfaits ont été évalués. Pour les centres n'ayant pas encore émis un titre de recette à l'encontre du CHU de Nice pour le rembourser des surcoûts engagés par l'établissement associé, un rattachement a été effectué.

- Dépenses liées aux frais d'assurances : un rattachement du montant du devis effectué par notre assureur est comptabilisé si la première inclusion dans l'étude a été réalisée au cours de l'exercice mais que l'assureur n'a pas encore émis la facture.

- Autres dépenses/achats : ce sont les services acheteurs du CHUN qui réalisent les rattachements nécessaires relatifs aux commandes passées et réceptionnées mais non encore liquidées.

### e) Charges à répartir

Les frais d'émission d'emprunt obligataire font l'objet d'un étalement sur 10 ans.

### f) Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance sont identifiées et valorisées par les services concernés après revue de la périodicité de facturation des principales prestations récurrentes comptabilisées (contrats de maintenance, assurances, loyers, ...).
Les assurances obligatoires dommage-ouvrage-construction sont comptabilisées en charges constatées d'avance sur préconisation de la DGFIP. Les frais sont imputés au compte 61688 « Prime d'assurance - autres risques », puis la partie de ces frais concernant les exercices ultérieurs est retraitée en fin d'exercice.

### g) Autres comptes de régularisations et trésorerie

- Comme tous les ans, les comptes de virements internes (Compte 584 et 585) ne sont pas soldés et présentent un solde d'environ 34 K€ à l'actif et - 163 K€ au passif.
  Ces comptes seront apurés lors du prochain exercice comptable.

- Il a été demandé à tous les régisseurs de recettes d'apurer le plus possible leur compte DFT courant décembre 2018. Les comptes des DFT présentent un solde de 114,5 k€ au 31/12/2018. De ce fait, ces sommes n'apparaissent pas au bilan de l'établissement. Ces soldes seront apurés lors du prochain exercice comptable.

- Les comptes 471 sont de deux natures :

  - Les comptes qui peuvent être mouvementés pendant la journée complémentaire Leur solde est de 4,1 M€ au 31/12/2018, soit une forte progression par rapport à l'exercice 2017 notamment pour les comptes d'excédents à réimputer en 47141 (+ 37%) mais surtout pour le compte 4718 Autres recettes à régulariser (+207%).

  - Ceux qui ne fonctionnent que sur l'exercice civil (compte Héra 1,9 M€) en diminution par rapport aux soldes au 31/12/2017 de - 63%. Cette diminution du solde du compte 471412 explique en partie la progression du solde du 4718 car les sommes les plus importantes non régularisées sous HERA courant décembre 2018 ont été transférées au 4718 pour permettre d'éventuelles régularisations sur l'exercice 2018 en journée complémentaire, opérations qui ne sont pas possibles sur le compte 471412 (comptabilisé sur l'exercice civil).

- Compte 4721 - Paiement avant mandatement :

Le solde du compte a enregistré une diminution de près de 100 % entre le 31/12/2017 et le 31/12/2018 et ne représente plus que 1k€ . Les échéances d'emprunts prélevés au 01/01/2019 ont été comptabilisées sur l'exercice 2019 et non sur l'exercice précédent comme cela se faisait par le passé.

- Compte 4728 - Ecriture de régularisation Héra :

Le solde du compte a enregistré une diminution de 96% entre le 31/12/2017 et le 31/12/2018 et ne représente plus que 25 k€. En 2017 une écriture liée au dysfonctionnement de l'application Héra avait généré à l'actif comme au passif une écriture de 698 K€ qui n'avait pas pu être régularisée.

## 1.2. Changements de méthodes comptables, d'estimation et correction d'erreurs

Le bilan pro forma du CHU regroupe toutes les écritures de correction du bilan d'ouverture par poste (en k€) :

**Synthèse des corrections d'erreurs**

**Bilan - Actif**

| Actif | | 31/12/2017 | | | Corrections BO | | | 01/01/2018 Après corrections | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Brut | Amort | Net | Brut | Amort | Net | Brut | Amort | Net |
| Actif Immobilisé | **Immobilisation incorporelles** | 12 009 | 10 512 | 1 497 | | | | 12 009 | 10 512 | 1 497 |
| | Frais d'Ets | 139 | 139 | | | | | 139 | 139 | |
| | Frais de recherche et dvpmt | 262 | 263 | | | 0 | | 262 | 263 | |
| | Concessions, droits | 11 600 | 10 110 | 1 489 | | | | 11 600 | 10 110 | 1 489 |
| | Autres Immo | | | | | | | | | |
| | Immobilisation incorporelles en cours | 8 | | 8 | | | | 8 | | 8 |
| | **Immobilisations corporelles** | 913 855 | 418 278 | 495 578 | | 479 | -479 | 913 855 | 418 757 | 495 099 |
| | Terrains | 5 698 | 1 561 | 4 137 | | | | 5 698 | 1 561 | 4 137 |
| | Constructions | 703 274 | 264 919 | 438 356 | | 479 | -479 | 703 274 | 265 398 | 437 876 |
| | Installations techniques | 120 905 | 89 760 | 31 145 | | | | 120 905 | 89 760 | 31 145 |
| | Autres Immob. Corporelles | 73 870 | 62 038 | 11 832 | | | | 73 870 | 62 038 | 11 832 |
| | Immobilisations corporelles en cours | 10 108 | | 10 108 | | | | 10 108 | | 10 108 |
| | **Immobilisations reçues en affectation** | | | | | | | | | |
| | **Immobilisations mises à disposition** | | | | | | | | | |
| | **Immobilisations financières** | 447 | | 447 | | | | 447 | | 447 |
| | Participations et créances rattachées | 297 | | 297 | | | | 297 | | 297 |
| | Autres Titres | | | | | | | | | |
| | Prêts | 16 | | 16 | | | | 16 | | 16 |
| | Autres | 135 | | 135 | | | | 135 | | 135 |
| | **Total 1** | 926 311 | 428 790 | 497 522 | | 479 | -479 | 926 311 | 429 269 | 497 043 |
| Actif Circulant | **Stocks et encours** | 11 126 | | 11 126 | | | | 11 126 | | 11 126 |
| | Matières premières | 4 | | 4 | | | | 4 | | 4 |
| | Autres approvisionnements | 11 122 | | 11 122 | | | | 11 122 | | 11 122 |
| | En cours de production de biens | | | | | | | | | |
| | Produits | | | | | | | | | |
| | Marchandises | | | | | | | | | |
| | Autres stocks | | | | | | | | | |
| | **Créances d'exploitation** | 96 350 | 9 860 | 86 490 | | | | 96 350 | 9 860 | 86 490 |
| | Hospitalisés et consultants | 11 174 | 9 860 | 1 314 | | | | 11 174 | 9 860 | 1 314 |
| | Caisse Pivot | 51 896 | | 51 896 | | | | 51 896 | | 51 896 |
| | Autres Tiers payants | 28 140 | | 28 140 | | | | 28 140 | | 28 140 |
| | Créances irrécouvrables ANV | | | | | | | | | |
| | Autres | 5 140 | | 5 140 | | | | 5 140 | | 5 140 |
| | **Créances diverses** | 29 390 | 3 100 | 26 290 | | | | 29 390 | 3 100 | 26 290 |
| | VMP | | | | | | | | | |
| | Disponibilités | 2 519 | | 2 519 | | | | 2 519 | | 2 519 |
| | Charges constatées d'avance | 4 212 | | 4 212 | | | | 4 212 | | 4 212 |
| | **Total 2** | 143 597 | 12 960 | 130 637 | | | | 143 597 | 12 960 | 130 637 |
| Comptes de régularisation | Charges à répartir sur plusieurs exercices | 38 | | 38 | | | | 38 | | 38 |
| | Prime de remboursement des obligations | | | | | | | | | |
| | Dépenses à classer ou régulariser | 1 761 | | 1 761 | 13 | | 13 | 1 774 | | 1 774 |
| | Dotations attendues | | | | | | | | | |
| | ECA | | | | | | | | | |
| **Total Actif** | | 1 071 708 | 441 750 | 629 958 | 13 | 479 | -466 | 1 071 721 | 442 229 | 629 493 |

**Bilan - Passif**

| Passif | | 31/12/2017 | Corrections BO | 42 Après Correction |
|---|---|---|---|---|
| Capitaux propres | **Apports** | 79 498 | -954 | 78 544 |
| | **Réserves** | 133 068 | 319 | 133 388 |
| | - Excédents affectés à l'investissement hospitalier | 101 717 | 319 | 102 036 |
| | - Réserve de trésorerie | 24 022 | | 24 022 |
| | - Réserve de compensation | 7 330 | | 7 330 |
| | **Report à nouveau** | -162 964 | | -162 964 |
| | RAN excédentaire | | | |
| | RAN déficitaire | -162 964 | | -162 964 |
| | **Résultat de l'exercice** | -12 435 | | -12 435 |
| | **Subventions d'investissement** | 12 367 | 169 | 12 536 |
| | **Provisions réglementées** | 59 739 | | 59 739 |
| | Droits de l'affectant | | | |
| | **Total 1** | 109 273 | -466 | 108 807 |
| Provisions PRC | **Provisions pour risques** | 5 300 | | 5 300 |
| | **Provisons pour charges** | 23 094 | | 23 094 |
| | **Total 2** | 28 394 | | 28 394 |
| Dettes | **Dettes financières** | 407 717 | | 407 717 |
| | Emprunts obligataires | 45 000 | | 45 000 |
| | Emprunts auprès des établissements de crédits | 355 311 | | 355 311 |
| | Emprunts et dettes financières divers | 4 806 | | 4 806 |
| | Crédits et ligne de trésorerie | 2 600 | | 2 600 |
| | **Dettes d'exploitation** | 58 907 | | 58 907 |
| | Avances reçues | 6 074 | | 6 074 |
| | Dettes FRS et comptes rattachés | 27 173 | | 27 173 |
| | Dettes fiscales et sociales | 25 660 | | 25 660 |
| | **Dettes diverses** | 3 974 | | 3 974 |
| | Dettes sur immo | 379 | | 379 |
| | Fonds déposes | 192 | | 192 |
| | Autres | 3 402 | | 3 402 |
| | **Produits constatés d'avance** | 16 516 | | 16 516 |
| | **Total 3** | 487 115 | | 487 115 |
| Comptes de régularisation | Recettes à classer et à régulariser | 5 177 | | 5 177 |
| | ECP | | | |
| **Total Passif** | | 629 958 | -466 | 629 493 |

BDO Exco & Associés

### 1.2.1. Changements de méthodes

Retraitement comptable des ressources affectées

L'établissement a procédé au retraitement partiel des projets actuellement suivis au travers des ressources affectées (4682/4684).

La fiche DGOS-DGFIP 17 bis qui définit les modalités de retraitement a été appliquée aux projets suivis au 4682/4684.

Certains projets, répondant aux caractéristiques de la fiche 17bis ont été traités sur 2018 et ont fait l'objet d'un ajustement du bilan d'ouverture (changement de méthode du fait de la réglementation) et d'autres ne correspondent pas aux situations prévues par la fiche 17bis. ont fait l'objet de la mise en place d'un plan de convergence pour traitement lors de la clôture 2019.

Il s'agit des projets suivis uniquement au 4682 pour lesquels l'ordonnateur a sollicité l'avis de la DGFIP au sujet du retraitement des ressources affectées. Il a été demandé à ce que les soldes des projets suivis uniquement au compte 4682 soient traités comme des excédents de financement pouvant être récupérés dans les mêmes conditions prévues au cas 2b de la fiche 17bis

En effet, La fiche DGOS-DGFIP 17bis ne prévoit de traiter cette situation que par l'apurement du compte 4682 par émission d'un titre : Débit compte 4682/crédit compte 778 puis enregistrement d'un schéma LIBUD : Crédit – compte 778/Crédit+ compte 106820 (cas 2a projets relevant de la promotion interne) et n'évoque pas la possibilité pour l'établissement de réaffecter les soldes sur d'autres secteurs de recherche. Le CHU de Nice restant dans l'attente de la réponse de la DGFIP sur le principe de retraitements, un plan de convergence, en lien avec le comptable, a été dressé à la clôture 2018 visant à traiter les ressources affectées uniquement suivies au 4682 avant le 31/12/2019. La fiche 17 bis le prévoit dans son §2.1. Le retraitement des ressources affectées dans le cadre d'un plan de convergence.

Les projets ayant fait l'objet d'une correction de bilan d'ouverture sont détaillés dans le tableau ci-après :

| Libellé | CREDIT 10682 | DEBIT 10682 | SOLDE |
|---|---|---|---|
| SUBVENTION DU CONSEIL GENERAL POUR L'ACHAT D'UN MATERIEL : FISH ACQUISITUION | 5 000,00 | | 5 000,00 |
| PLEASE QUAI GAME | 2 484,07 | 902,55 | 1 581,52 |
| HABITAT SANTE | 11 100,00 | 11 100,00 | 0,00 |
| BACTI DIAG | 77 100,00 | 77 100,00 | 0,00 |
| EUROMAC | 5 512,33 | 5 512,33 | 0,00 |
| TOLBIAC | 25 857,00 | 25 857,00 | 0,00 |
| SAFEE | 49 108,00 | 49 108,00 | 0,00 |
| MUSE | 23 249,44 | 16 398,00 | 6 851,44 |
| POSITIVE | 27 133,64 | 27 133,64 | 0,00 |
| SENSE COG | 220 218,75 | 220 218,75 | 0,00 |
| | **446 763,23** | **433 330,27** | **13 432,96** |

### 1.2.2.Corrections d'erreur

#### 1.2.2.1. Immobilisations et amortissements

Dans le cadre de la fiabilisation du transfert de la base des bâtiments dans l'outil de gestion des immobilisations MADRID, plusieurs contrôles ont été effectués et ont permis de constater la sous-évaluation du cumul d'amortissement des bâtiments au 31/12/2017.

En conséquence, une écriture de correction du bilan d'ouverture a été comptabilisée pour augmenter le cumul d'amortissement de 479 144 €.

Par ailleurs, il a également été procédé à une écriture de correction du bilan d'ouverture visant à corriger le suramortissement des sous-comptes de la classe 203 pour un montant de 61 549 €.

#### 1.2.2.2. Capitaux propres

a) **Régularisation du compte 1022**

Dans le cadre des investigations menées par le CHU et la Trésorerie Publique, ayant conduit à identifier les écritures enregistrées à tort en compte 1022 entre 2004 et 2014, une écriture de correction du bilan d'ouverture a été comptabilisée pour apurer le compte 1022 à hauteur de 953 995 €, et transférer cette somme dans les subdivisions du compte 13.

b) **Régularisation des comptes de subventions d'investissement**

Ce poste a fait l'objet de deux corrections du bilan d'ouverture visant à constater un amortissement complémentaire :

- Un premier complément d'amortissement provient de la régularisation du compte 1022 ayant permis le transfert de 953 995 € en comptes 13.

  En effet, les immobilisations financées par les subventions régularisées, ont été identifiées et l'analyse de leur plan d'amortissement a conduit à constater une reprise de subventions à l'ouverture à hauteur de 723 332 €.

- Le deuxième complément est issu d'un travail de rapprochement des immobilisations avec les subventions ayant servi à les financer. Ce rapprochement a abouti à la comptabilisation d'une reprise de subvention à hauteur de 61 606 €.

## 1.3. Faits caractéristiques de l'exercice (PF2)

L'année 2018 a été marquée une nouvelle fois par une évolution de l'activité moins importante que celle prévue à l'EPRD.

En effet, si globalement la valorisation AM est en légère augmentation par rapport à 2017 (+605K€ et +,026%) le CHU a réalisé une activité comparable à 2017 en termes de séjours. La baisse du nombre des séjours valorisés (-1%) a cependant été compensée par une augmentation du PMCT. Le taux de valorisation assurance maladie est en légère baisse par rapport à 2017 avec 92,48% contre 93,44%.

Hors IVG, comparé aux valeurs définitives de n-1, le nombre de RUM est en baisse de -2,53%. La valorisation assurance maladie est quasiment stable à +0,29% avec un CA moyen en hausse de +2,89%.

| | Année n | Année n-1 | Evolution Valorisation | Evolution % |
|---|---|---|---|---|
| Séjours transmis ATIH | 132 571 | 132 574 | -3 | 0,00% |
| **Séjours valorisés** | **122 597** | **123 879** | **-1 282** | **-1,03%** |
| Valorisation AM GHS + PO hors IVG | 231 138 628 | 230 473 259 | 665 370 | 0,29% |
| Valorisation AM IVG | 376 190 | 435 847 | -59 656 | -13,69% |
| **Valorisation AM** | **231 514 819** | **230 909 105** | **605 713** | **0,26%** |

*source ePMSI*

En valorisation 100% T2A, la hausse des recettes sur la période intègre :

- une baisse du nombre de dossiers valorisés en hospitalisation complète (-2,4%) conjuguée à une baisse de la valorisation (-0,4%) donnant un PMCT qui augmente par rapport à celui des dossiers de l'an dernier (3 843€ versus 3 766€, soit +2,0%).
- une baisse des séances (-3,1%) mais avec un PMCT qui augmente (+1,85€ soit +0,5%) par rapport à 2017.
- une hausse des séjours de 0 jour (+6,7%) avec une hausse de la valorisation (+11,2%) et un PMCT qui augmente sensiblement (+4,3%).

Sur la période, le PMCT de l'ensemble des séjours est en hausse de +24,70€ (+1,3%).

S'agissant de l'activité externe, en comparaison avec les données n-1, l'activité externe incluant FIDES est globalement en baisse en nombre d'actes, notamment pour ce qui concerne les actes NGAP (-6,87%).

En valorisation, l'activité externe est quasiment stable avec une très légère baisse de -0,22% soit -75K€. L'activité en ATU et en SE est en hausse

| | Nb lettres-clés | | | Valorisation AM | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Année n | Année n-1 | Evolution % | Année n | Année n-1 | Evolution % |
| ATU | 72 554 | 71 634 | 1,28% | 1 531 125 | 1 516 323 | 0,98% |
| Codes regroupement CCAM | 323 728 | 319 290 | 1,39% | 9 762 096 | 9 840 757 | -0,80% |
| Codes SE | 6 319 | 6 390 | -1,11% | 371 702 | 357 310 | 4,03% |
| lettres clé NGAP | 29 698 141 | 31 889 768 | -6,87% | 18 706 650 | 18 731 596 | -0,13% |
| FTN | 33 218 | 33 873 | -1,93% | 4 031 061 | 4 032 341 | -0,03% |
| **TOTAL** | **30 133 960** | **32 320 955** | **-6,77%** | **34 402 633** | **34 478 328** | **-0,22%** |

*Source : ePMSI tableau 2.V.SYNTE*

Les dépenses de rétrocessions enregistrent une forte baisse en 2018 par rapport à 2017 qui s'élève à – 13,25 M€ (- 37,7 %). Cette évolution est à imputer principalement à la prise en charge de l'hépatite C qui connait une baisse des coûts de traitement et une diminution importante de sa file active (double circuit ville/hôpital depuis septembre 2018).
Quant aux consommations de médicaments Liste, elles enregistrent également une baisse en 2018 par rapport à 2017 de – 4,66 M€, - 15,6%. En parallèle les recettes liées à ces consommations de médicaments connaissent les mêmes évolutions.

En fin de campagne l'ARS a notifié des crédits qui ont contribué à améliorer le résultat de fin d'année. A été notifiée une délégation complémentaire au titre de l'activité T2A déléguée en crédits AC pour un montant de 1,46M€. Ce montant vient en complément du dégel du coefficient prudentiel de 1,69 M€ notifié par arrêté du 10 décembre 2018.

Par ailleurs il est à noter que la MIG SMUR a été réduite de 2 M€ en phase 2 de la campagne budgétaire 2018. +1 M ont été réalloué en crédit non reconductible en phase 3 en compensation SMUR.

Les principaux faits marquants de l'exercice 2018 en termes d'investissement sont :

- La constatation du transfert de propriété des Bâtiments M du site de l'Archet et J du site de St Roch soit une dotation de 2,9 M€,
- Les travaux de Pasteur 2 constituent encore pour l'année 2018 l'investissement majeur pour 4,31 M€,
- La phase 1 des travaux de consolidation de la falaise de la blanchisserie (2 M€) ont bien été avancés,
- L'immeuble sis 15 rue du Lycée a été vendu en fin d'année pour 1,9 M€.

## 1.4. Circonstances empêchant de comparer d'un exercice sur l'autre certains postes (PF3)

Outre les changements de méthode et les corrections en situation nette comptabilisés, certaines circonstances spécifiques à l'exercice 2018 doivent être soulignées :

- Sur le compte financier 2017, au titre 1 de recettes sur le compte 7312 « produits des prestations faisant l'objet d'une tarification spécifique», il convient d'ajouter 2 212 K€ de facturation FIDES passés par erreur sur le titre 2 sur le compte 7324 : « produits des prestations faisant l'objet d'une tarification spécifique non pris en charge par l'assurance maladie

  Ainsi, le compte 7312 sur le titre 1 d'un montant de 32 977 K€ devrait s'élever à 35 189 K€ en 2017.Il s'élève en 2018 à 35 303 K€. L'écart sur le compte entre 2018 et 2017 s'établit alors à + 114 K€ et l'écart sur le titre 1 global est de – 3 897K€ et non pas – 1 685K€.

  A contrario sur le titre 2 de recettes ont été comptabilisées à tort des consultations externes et forfaits techniques pour le même montant en 2017 sur le compte 7324.
  La variation sur le compte entre 2018 et 2017 après correction s'établit alors à - 159 K€ et l'écart sur le titre 2 « autres produits de l'activité hospitalière » global est de +2 127 K€ et non pas – 84K€.

- A été mis en place en 2018 la procédure de rattachement sur la promotion externe de la recherche clinique suite à la mise en place d'EASYDORE. Les actes et prestations réalisés sur l'exercice mais non facturés aux promoteurs des essais ont fait l'objet de produits à recevoir pour un montant de 1 863K€.

- Suite à la modélisation de la MIG « Actes de biologie et d'anatomocyto-pathologie non-inscrits aux nomenclatures, à l'exception de ceux faisant l'objet d'autres financements hospitaliers » (dénommée usuellement « RIHN »), la dotation a été réduite de – 2 902 € par rapport à n-1.
  Lors des exercices précédents, la MIG était allouée à l'établissement effecteur de l'activité RIHN, qu'il s'agisse de l'activité réalisée pour ses patients ou à la demande d'établissements de santé ou d'autres professionnels. En 2018 la MIG rémunère l'établissement prescripteur de l'acte, qui reçoit donc une facture de l'établissement effecteur lorsque l'activité est sous-traitée. Ont ainsi été rattachés au titre 2 de recettes la facturation des RIHN aux autres établissements pour les exercices 2017 à hauteur de 1 304 K€ et 2018 à 770 K€.

- Des rectifications comptables sont également intervenues en 2018, modifiant ainsi la lecture des comptes entre l'exercice 2017 et 2018 sur les titres 1 et 3 de dépenses. Il s'agit de la comptabilisation de la cotisation du Centre national de gestion pour le personnel médical et non médical qui est portée en 2018 sur le titre 1 de dépenses, compte 6334, pour un montant de 175 857 € (cotisation 2017 et 2018). En 2017 la cotisation était imputée sur le titre 3 en dépenses rattachées au compte 637 pour un montant de 87 819 €.

- Au sein du titre 1 il est à noter le changement de compte en 2018 de l'enregistrement des médicaments sous ATU : compte dédié 731122 à compter de 2018 au lieu du compte 731181 Dotation MIG.

- Par ailleurs un nouveau compte a été utilisé en 2018 sur le titre 3 en lien avec la création du budget G « Groupement hospitalier de territoire ». Le compte 653 «Contributions au GHT » enregistre la contribution due par l'établissement au GHT pour 952 K€ calculée selon la méthodologie définie par l'arrêté du 10 novembre 2016 fixant la clé de répartition déterminant la contribution des établissements.

Point sur la situation fiscale et rappel de la situation antérieure :

- <u>TVA déductible sur les achats et les investissements</u>

Pour rappel, l'établissement conseillé par le cabinet ALTRA CONSULTING a mis en place à partir de l'exercice 2012 la méthode dite de l'affectation en matière de déductibilité de la TVA.

A ce titre, des régularisations en matière de TVA déductible ont été comptabilisées en produits exceptionnels :

- **TVA déductible des exercices 2012 à 2015** : l'application de la méthode de l'affectation, en lien avec le cabinet ALTRA CONSULTING, avait engendré sur l'exercice 2015 la comptabilisation de produits et produits à recevoir pour un montant de 2 310 185 €. Ces montants estimatifs ont fait l'objet d'un chiffrage définitif à hauteur de 2 928 706 €. Un produit complémentaire a donc été comptabilisé à hauteur de 618 521 €.

- **TVA déductible de l'exercice 2016 :** la méthode de l'affectation a été appliquée à l'exercice 2016, ce qui a donné lieu à la comptabilisation d'un produit à recevoir de 403 457 €. Ce montant estimatif a fait l'objet d'un chiffrage définitif à hauteur de 631 085 €.
  Un produit complémentaire a donc été comptabilisé à hauteur de 227 628 €.

- **TVA déductible des exercices 2017 et 2018 :**
  - Concernant la TVA déductible de l'exercice 2017 : la méthode de l'affectation appliquée à l'exercice 2017 a abouti au chiffrage d'une charge exceptionnelle de 95 K€, comptabilisée sur l'exercice 2018,
  - Concernant la TVA déductible de l'exercice 2018 : la méthode de l'affectation appliquée à l'exercice 2017 a abouti au chiffrage d'une charge exceptionnelle de 70 K€, comptabilisée sur l'exercice 2018.

Parallèlement à cela, l'application de la méthode de l'affectation pour le calcul de la TVA déductible a fait l'objet d'une demande de rescrit déposée auprès de l'administration fiscale le 22/02/2017.
Au 31/12/2017, dans l'attente d'une position de l'administration fiscale, l'établissement a provisionné l'intégralité des sommes comptabilisées en produits exceptionnels soit 3 559 792 €.

Le 08/02/2018, l'administration fiscale a statué sur la demande de changement de méthode de déduction de la TVA et a accepté son application à compter du dépôt de la demande de rescrit. La réponse a toutefois remis en question l'application rétroactive de cette méthode aux exercices antérieurs. Dès lors, l'établissement a maintenu l'évaluation du risque initiale soit 100 % des produits comptabilisés pour un montant de 3 559 792 €.

Le 06/04/2018, une demande de second examen a été sollicitée par le CHU, conformément aux dispositions de l'article L 80 B du livre des procédures fiscales. A ce jour, l'établissement a été informé que le Collège de second examen se tiendrait à la DRFIP le 02/07/2018.

En date du 28/08/2018, la DDFiP a adressé au CHU l'avis du Collège de second examen.

Ce dernier a considéré que le crédit de TVA relatif à l'année 2012 a valablement été constitué et pouvait faire l'objet d'une imputation ou d'un remboursement.
Dès lors, le CHU a, d'une part demandé le remboursement du crédit de TVA total existant à cette date, soit 2 390 144 €, sur la déclaration CA3 d'août 2018, et d'autre part, repris l'intégralité de la provision pour risques précédemment constatée.

Le 8/04/2019, le CHU a reçu un avis de vérification de comptabilité émanant de la DGFiP.
Ce contrôle porte sur les taxes sur le chiffre d'affaires sur la période allant du 01/01/2016 au 28/02/2019.
Le contrôle a débuté le 23/04/2019; il est toujours en cours à la date d'arrêté des comptes.
En conséquence, une provision pour risque de 700 K€ a été constatée à la clôture.

- Le dispositif de livraison à soi-même relatif aux mandats 2018 de l'opération PASTEUR 2 a été comptabilisé, et s'est traduit par :

  - Constatation de la TVA qui aurait dû être déduite pour 684 943 € ;
  - Intégration du bâtiment pour le montant HT pour 3 650 040 € ;
  - Comptabilisation de la LASM P2 soit :
    - Constatation de la TVA déductible et liquidée au taux de 9 % (taux de l'opération P2), soit 65 700 €,
    - Activation de la part non déductible de la TVA soit 664 307 €

Pour rappel, la livraison à soi-même (LASM) de l'opération PASTEUR 2 a été déclarée sur la CA3 de novembre 2017 et s'est traduite par un crédit de TVA de 2 545 603 €, déclaré sur la base de l'analyse chiffrée réalisée par le cabinet ALTRA CONSULTING.

## 1.5. NOTE RELATIVE AUX POSTES DU BILAN

### 1.5.1. Etat BI1 Tableau des immobilisations

| | Compte | Valeur brute 31/12/2017 | Correction BO | Valeur brute 31/12/2017 Après correction | Augmentation | Diminution | Valeur brute 31/12/2018 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Immobilisations incorporelles** | | **12 008 840** | - | **12 008 840** | **4 537 122** | **14 509** | **16 531 453** |
| Frais d'établissement | 201 | 139 119 | | 139 119 | - | - | 139 119 |
| Frais de recherche et dvpmt | 203 | 262 432 | | 262 432 | 717 679 | 14 509 | 965 602 |
| Concessions, droits | 205 | 11 599 508 | | 11 599 508 | 3 641 465 | | 15 240 973 |
| Autres immos incorporelles | 208 | - | | - | - | - | - |
| Immos incorporelles en cours | 237 | 7 782 | | 7 782 | 177 977 | - | 185 759 |
| **Immobilisations corporelles** | | **913 855 473** | - | **913 855 473** | **34 674 380** | **18 443 135** | **930 086 718** |
| Terrains | 211-212 | 5 697 738 | | 5 697 738 | 2 016 543 | - | 7 714 281 |
| Constructions | 213-214 | 703 274 201 | | 703 274 201 | 10 104 337 | 199 019 | 713 179 519 |
| Installations techniques | 215 | 120 905 305 | | 120 905 305 | 6 799 261 | 9 056 125 | 118 648 442 |
| Autres immobilisations corporelles | 218 | 73 869 948 | | 73 869 948 | 5 062 242 | 246 836 | 78 685 354 |
| Immobilisations corporelles en cours | 238 | 10 108 281 | | 10 108 281 | 10 691 997 | 8 941 155 | 11 859 123 |
| Immobilisations reçues en affectation | | | | | | | - |
| Immobilisations mises à disposition | | - | | | | | - |
| **Immobilisations financières** | | **447 138** | - | **447 138** | - | **966** | **446 172** |
| Participations et créances rattachées | 260 | 296 701 | | 296 701 | | | 296 701 |
| Autres immobilisations fincières | 270 | 150 437 | | 150 437 | | 966 | 149 471 |
| **TOTAL VALEURS BRUTES** | | **926 311 451** | - | **926 311 451** | **39 211 502** | **18 458 609** | **947 064 343** |

## 1.5.2. Etat BI2 Tableau des amortissements

| | Compte | Amortissements cumulés 31/12/2017 Solde créditeur | Correction BO | Amortissements cumulés 31/12/2017 Après correction | Augmentation | Diminution | Amortissements cumulés 31/12/2018 Solde créditeur |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | |
| **Immobilisations incorporelles** | | **10 512 014** | - | **10 512 014** | **1 086 326** | - | **11 598 340** |
| Frais d'établissement | 2 801 | 139 119 | | 139 119 | | | 139 119 |
| Frais de recherche et dvpmt | 2 803 | 262 723 | | 262 723 | 18 827 | | 281 550 |
| Concessions, droits | 2 805 | 10 110 172 | | 10 110 172 | 1 067 499 | | 11 177 671 |
| Autres immos incorporelles | 2 808 | - | | | | - | - |
| Immos incorporelles en cours | | | | | | | - |
| **Immobilisations corporelles** | | **418 277 610** | **479 144** | **418 756 754** | **31 766 173** | **8 699 516** | **441 823 411** |
| Terrains | 2811-2812 | 1 561 077 | | 1 561 077 | 26 482 | | 1 587 559 |
| Constructions | 2813-2814 | 264 918 656 | 479 144 | 265 397 800 | 19 316 177 | 173 637 | 284 540 340 |
| Installations techniques | 2 815 | 89 759 847 | | 89 759 847 | 7 978 879 | 8 280 310 | 89 458 415 |
| Autres immobilisations corporelles | 2 818 | 62 038 030 | | 62 038 030 | 4 444 635 | 245 568 | 66 237 096 |
| | | | | | | | - |
| Immobilisations mises à disposition | 282 | - | | - | | | - |
| TOTAL AMORTISSEMENTS | | **428 789 624** | **479 144** | **429 268 768** | **32 852 498** | **8 699 516** | **453 421 751** |

### 1.5.3. Etat BI3 Variation des capitaux propres

| Capitaux propres (en K€) | 31/12/2017 | Correction BO | 31/12/2017 Après Correction | Affectation du résultat | Augmentation | Diminution | 31/12/2018 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Apports** | **79 497 704** | **- 953 995** | **78 543 708** | | **3 789 975** | | **82 333 683** |
| **Réserves** | **133 068 302** | **305 795** | **133 374 097** | **1 528 537** | **446 763** | **433 330** | **134 916 066** |
| Excédents affectés à l'investissement | 101 716 816 | 305 795 | 102 022 611 | 262 578 | 446 763 | 433 330 | 102 298 622 |
| Réserve de trésorerie | 24 021 721 | | 24 021 721 | | | | 24 021 721 |
| Réserves de compensation | 7 329 765 | | 7 329 765 | 1 265 958 | | | 8 595 724 |
| **Report à nouveau** | **- 162 963 500** | | **- 162 963 500** | **- 13 963 944** | **-** | **-** | **- 176 927 444** |
| Report à nouveau excédentaire | - | | - | | | - | - |
| Report à nouveau déficitaire | - 162 963 500 | | - 162 963 500 | - 13 963 944 | | | - 176 927 444 |
| **Résultat de l'exercice ( exédent ou déficit)** | **- 12 435 408** | | **- 12 435 408** | **12 435 408** | | **3 604 325** | **- 3 604 325** |
| | - | | - | | | | - |
| **Subventions d'investissement** | **12 366 516** | **169 056** | **12 535 573** | | **8 040 958** | **843 031** | **19 733 499** |
| | - | | | | | | - |
| **Provisions Réglementées** | **59 739 407** | | **59 739 407** | | **12 411 579** | **21 248 457** | **50 902 529** |
| **Droits de l'affectant** | | | | | | | |
| **TOTAL CAPITAUX PROPRES** | **109 273 021** | **- 479 144** | **108 793 877** | **0** | **24 689 275** | **26 129 144** | **107 354 008** |

### 1.5.4. Etat BI4 Tableau synthétique des provisions pour risques et charges

| *RUBRIQUES* | Montants au début de l'exercice | Corrections de bilan | bilan d'ouverture au 01/01/2018 corrigé | Dotations de l'exercice 2018 | Reprises de l'exercice 2018 | Montant à la fin de l'exercice 2018 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Provisions pour risques et charges** | | | | | | |
| C/151 : Provisions pour risques | | | | | | |
| *C/ 1511 provisions pour litiges* | 785 631,78 | 0,00 | 785 631,78 | 0,00 | 369 485,32 | 416 146,46 |
| *C/ 1515 provisions pour pertes de change* | 0 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| *C/ 1518 autres provisions pour risques* | 4 514 194,22 | 0,00 | 4 514 194,22 | 790 000,00 | 3 559 792,05 | 1 744 402,17 |
| TOTAL PROVISIONS POUR RISQUE | 5 299 826,00 | 0,00 | 5 299 826,00 | 790 000,00 | 3 929 277,37 | 2 160 548,63 |
| C/153 : Provisions réglementées pour charges de personnel liées à la mise en œuvre du compte épargne temps (CET) | | | | | | |
| *C / 1531 Personnel médical* | 11 631 649,82 | | 11 631 649,82 | 75 205,11 | 1 121 868,44 | 10 584 986,49 |
| *C / 1532 Personnel non médical* | 4 674 800,63 | | 4 674 800,63 | 197 889,60 | 308 764,75 | 4 563 925,48 |
| C/157 : Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices | | | | | | |
| C/158 : Autres provisions pour charges | 6 787 853,77 | 0,00 | 6 787 853,77 | 826 753,40 | 1 842 180,15 | 5 772 427,02 |
| TOTAL PROVISIONS POUR CHARGES | 23 094 304,22 | 0,00 | 23 094 304,22 | 1 099 848,11 | 3 272 813,34 | 20 921 338,99 |
| **TOTAL** | **28 394 130,22** | **0,00** | **28 394 130,22** | **1 889 848,11** | **7 202 090,71** | **23 081 887,62** |

### 1.5.5. Etat BI5 Tableau synthétique des subventions d'équipements transférables

| *RUBRIQUES* | *Solde compte (pour info)* | *Correction Bilan d'ouverture 131* | *Correction Bilan d'ouverture 139* | *Solde compte après correction* | TR émis en 2018 | Reprise 2018 | Reste à amortir au 31/12 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| C/ 1311 Subventions d'équipements reçues - Etat et établissements nationaux | 21 095 | 150 450 | 108 839 | 62 706 | 0 | 23 609 | 39 097 |
| C/ 13121 Subventions d'équipements reçues - Régions - Subventions d'équipement des écoles et instituts de formation des professionnels | 391 861 | 0 | 61 607 | 330 254 | -2 543 | 25 080 | 302 631 |
| C/ 13128 Subventions d'équipements reçues - Régions Autres | 538 129 | 70 455 | 70 455 | 538 129 | 60 000 | 28 359 | 569 770 |
| C/ 1313 Départements | 2 883 921 | 368 000 | 368 000 | 2 883 921 | 734 360 | 240 225 | 3 378 056 |
| C/ 1314 Communes | | | | | | | 0 |
| C/ 1315 Autres collectivités et établissements publics locaux | 700 000 | 51 838 | 30 492 | 721 345 | 0 | 53 817 | 667 529 |
| C/ 13181 Autres subventions d'équipements reçues - Versements libératoires ouvrant droit à l'exonération de la taxe d'apprentissage (écoles) | 19 642 | 0 | 0 | 19 642 | 31 262 | 18 108 | 32 796 |
| C/ 13182 FMESPP | 662 596 | 2 250 | 2 250 | 662 596 | 0 | 0 | 662 596 |
| C/ 13183 FIR | 150 000 | 0 | 0 | 150 000 | 3 788 348 | 27 964 | 3 910 384 |
| C/13187 Missions d'intérêt général et aides à la contractualisation (MIGAC) | 21 927 | 0 | 0 | 21 927 | 814 400 | 28 120 | 808 207 |
| C/ 13188 Autres subventions d'équipements reçues - Autres subventions | 6 977 345 | 311 002 | 143 296 | 7 145 052 | 2 615 130 | 397 751 | 9 362 431 |
| **TOTAL** | **12 366 516** | **953 995** | **784 939** | **12 535 573** | **8 040 957** | **843 031** | **19 733 499** |

Les financements qui n'ont pu être enregistrés car conditionnés à la présentation de pièces justificatives relatives à la réalisation de la dépense sont listés ci-dessous :

| ARRETE | AIDE A L'INVESTISSEMENT | MONTANT en € |
|---|---|---|
| 2018 - ARRETE FIR 02/01/2019 | Rénovation et mises aux normes de la réanimation | 100 000 |
| 2018-12410 REGION PACA | E SANTE TELEMEDECINE | 23 611 |
| 2018 13120 - REGION PACA | ACCEUIL DES FAMILLES AU SERVIDCE D ONCOHEMATOLOGIE | 7 989 |
| 2018 12253- REGION PACA | AIDE EQUIPEMENT ACCEUIL FAMILLE SERVICES OCONHEMATOLOGIE | 13 474 |
| 2017 FMEPS | HOPITAL NUMERIQUE | 203 600 |
| 2017 ARRETE FIR 18/12/2017 | SECURISATION DES ETABLISSEMENTS DE SANTE | 103 236 |
| 2017 ARRETE FIR 18/12/2017 | Réhabilitation de la néonatologie site de l'ARCHET | 1 481 184 |
| 2017 AC SSR 2017 PHASE4 | Aides à l'investissement - Falaise | 1 186 388 |
| 2 016 | PROGRAMME PHARE | 36 670 |
| 2 016 | RELOCALISATION DE LA PHARMACOTECHNIE | 416 116 |
| | **TOTAL** | **3 472 268** |

### 1.5.6. Etat BI6 Tableau des RAR amiable et contentieux

| | Hospitalisés et consultants | Caisses de Sécurité sociale | État | Départements | Autres tiers payants | Autres débiteurs | Créances Diverses |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Amiable | 8 444 703,53 | 36 624 555,68 | 308 511,08 | 1 912 540,96 | 13 448 450,42 | 710 852,98 | |
| Contentieux | 2 859 322,36 | 0 | 337,11 | 280 051,02 | 0 | 46,9 | |
| Total | 11 304 025,89 | 36 624 555,68 | 308 848,19 | 2 192 591,98 | 13 448 450,42 | 710 899,88 | 14 883 628,57 |

### 1.5.7. Etat BI7 Tableau des RAR amiable et contentieux au 31/12 sur hospitalisés et contentieux

| | **Moins de** 20,00 Euro | **De** 20,00 Euro à 100,00 Euro [1] | **De** 100,00 Euro [2] à 1 000,00 Euro | **Plus de** 1 000,00 Euro | **Total** |
|---|---|---|---|---|---|
| | **Montant** / **Nombre de titres** | **Montant** / **Nombre de titres** | **Montant** / **Nombre de titres** | **Montant** / **Nombre de titres** | **Montant** / **Nombre de titres** |
| **Amiable** | 442 042,05 / 35741 | 1 378 448,14 / 32585 | 2 718 286,67 / 11388 | 3 905 926,67 / 1155 | 8 444 703,53 / 80869 |
| **Contentieux** | 38 631,02 / 3132 | 180 178,00 / 4051 | 948 129,78 / 2915 | 1 692 383,56 / 590 | 2 859 322,36 / 10688 |
| **Total** | 480 673,07 / 38873 | 1 558 626,14 / 36636 | 3 666 416,45 / 14303 | 5 598 310,23 / 1745 | 11 304 025,89 / 91557 |

## 1.5.8. Etat BI8 Etat de la dette financière à long et moyen terme

| COMPTES | Balance de sortie N-1 | Exercice N | | Balance de sortie N |
|---|---|---|---|---|
| | | Masses débitrices | Masses créditrices | |
| **C/163 Emprunts obligataires in fine** | **45 000 000,00 €** | **4 053 571,43 €** | **3 053 571,43 €** | **44 000 000,00 €** |
| C/1631 Emprunts obligataires remboursables in fine | 7 678 571,43 € | 3 053 571,43 € | | 4 625 000,00 € |
| C/1632 Opérations sur capital non échu des emprunts obligataires remboursables in fine - anticipation du remboursement en capital | 17 321 428,57 € | | 3 053 571,43 € | 20 375 000,00 € |
| C/1638 Autres emprunts obligataires | 20 000 000,00 € | 1 000 000,00 € | | 19 000 000,00 € |
| **C/164 Emprunts auprès des établissements de crédit** | **355 311 281,80 €** | **21 070 631,46 €** | **30 000 000,00 €** | **364 240 650,34 €** |
| C/ 1641 Emprunts en euros | 355 311 281,80 € | 21 070 631,46 € | 30 000 000,00 € | 364 240 650,34 € |
| C/ 1643 Emprunts en devises | | | | |
| C/ 1644 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie | | | | |
| C/ 1645 Remboursements temporaires sur emprunt auprès des établissements de crédit | | | | |
| C/ 16451 Remboursements temporaires sur emprunt en euros | | | | |
| C/ 16452 Remboursements temporaires sur emprunt en devises | | | | |
| **C/167 Emprunts assortis de conditions particulières** | **60 295,42 €** | **30 147,73 €** | | **30 147,69 €** |
| C/ 1673 Prêts de l'Etat | | | | |
| C/ 1674 Avances remboursables du FMESPP | | | | |
| C/ 1675 Dettes - Partenariats public-privé | | | | |
| C/ 1676 Prêts des collectivités et établissements publics locaux | | | | |
| C/ 1677 Prêts des caisses d'assurance maladie | 42 295,42 € | 21 147,73 € | | 21 147,69 € |
| C/ 1678 Autres prêts assortis de conditions particulières | 18 000,00 € | 9 000,00 € | | 9 000,00 € |
| **C/168 Autres emprunts et dettes assimilées (sauf ICNE)** | | | | |
| **TOTAL** | **400 371 577,22 €** | **25 154 350,62 €** | **33 053 571,43 €** | **408 270 798,03 €** |

| | |
|---|---|
| Remboursement du capital des emprunts in fine arrivés à échéance dans l'année (3) | **3 053 571,43** |
| (3) ce montant est calculé à partir de la formule suivante: (D1631 - C1632) + D1632 | |

## Récapitulatif par prêteur (hors emprunts obligataires in fine)

| Prêteur | Encours au 31/12 |
|---|---|
| CDC | 57 285 330,87 € |
| SG | 22 559 303,71 € |
| RI | 16 569 444,26 € |
| France Mutualiste | 4 591 835,58 € |
| CREDIT AGRICOLE | 9 750 000,00 € |
| CE | 39 515 702,64 € |
| PBB | 30 000 000,08 € |
| Crédit Foncier | 37 125 000,00 € |
| Carsat | 21 147,69 € |
| SFIL CAFFIL | 102 594 033,20 € |
| BANQUE POSTALE | 44 250 000,00 € |
| CAF | 9 000,00 € |
| **TOTAL** | **364 270 798,03 €** |

## Récapitulatif par ligne obligataire (ventilation du compte 1631)

| Ligne | Prêteur | Durée résiduelle | Type d'indexation |
|---|---|---|---|
| 1631000 | EMISSION OBLIGATAIRE | 0.39 ans | F |
| 1631001 | EMISSION OBLIGATAIRE | 1.33 ans | F |
| 1631002 | EMISSION OBLIGATAIRE | 4.12 ans | F |

## Profil d'extinction de toute la dette financière à moyen et long terme existant au 31/12 (y compris emprunts in fine)

| Exercice | Remboursement en capital* | Capital restant dû |
|---|---|---|
| N | 22 100 779,19 € | 408 270 798,03 € |
| N + 1 | 33 133 404,60 € | 380 137 393,43 € |
| N + 2 | 28 541 483,88 € | 351 595 909,55 € |
| N + 3 | 23 676 189,70 € | 327 919 719,85 € |
| N + 4 | 23 816 883,84 € | 304 102 836,01 € |
| N + 5 | 33 963 840,95 € | 270 138 995,06 € |
| N + 6 | 23 850 682,20 € | 246 288 312,86 € |
| N + 7 | 24 011 041,72 € | 222 277 271,14 € |
| N + 8 | 24 178 567,65 € | 198 098 703,49 € |
| N + 9 | 23 964 700,51 € | 174 134 002,98 € |
| N + 10 | 19 703 120,71 € | 154 430 882,27 € |
| N + 11 | 19 060 853,57 € | 135 370 028,70 € |
| N + 12 | 18 910 500,81 € | 116 459 527,91 € |
| N + 13 | 17 219 124,69 € | 99 240 403,22 € |
| N + 14 | 17 062 139,46 € | 82 178 263,76 € |
| N + 15 | 16 164 978,93 € | 66 013 284,83 € |
| N + 16 | 13 130 421,85 € | 52 882 862,98 € |
| N + 17 | 11 004 293,68 € | 41 878 569,30 € |
| N + 18 | 10 975 703,26 € | 30 902 866,04 € |
| N + 19 | 10 361 584,36 € | 20 541 281,68 € |
| N + 20 | 9 199 734,28 € | 11 341 547,40 € |
| N + 21 | 5 927 755,43 € | 5 413 791,97 € |
| N + 22 | 3 904 822,10 € | 1 508 969,87 € |
| N + 23 | 1 375 526,61 € | 133 443,26 € |
| N + 24 | 133 443,26 € | 0,00 € |

## Etat AO : Suivi Appel d'Offres

| Consultations pour emprunts | | | | Contrats de prêt signés | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| No de Suivi (un numéro de suivi par consultation, si besoin "dédoubler" les lignes si plusieurs contrats signés pour une même consultation) | Mois de consultation (1) | Durée demandée en années | Montant demandé (2) | Numéro du contrat associé (si prêt signé) SINON INSCRIRE "NON SUIVI" | MONTANT DU CONTRAT DU PRET "mettre 0 si consultation non suivie de prêt" (4) | Conditions financières obtenues (6) | Taux de couverture (4)/(2) ** (si un muméro de suivi=un numéro de contrat signé) |
| 1 | Avril | 20 | 10 000 000 | 1641873 | 10 000 000 | 1,83 | 100,00% |
| 1 | Avril | 20 | 10 000 000 | 1641874 | 10 000 000 | 1,80 | 100,00% |
| 1 | Avril | 21 | 10 000 000 | 1641875 | 10 000 000 | 1,82 | 100,00% |
| 1 | Avril | 20 | 5 000 000 | 1641876 | 5 000 000 | 0,65 | 100,00% |
| **TOTAL** | | | **35 000 000** | | **35 000 000** | | **100,00%** |

## 1.5.9. Informations complémentaires sur l'état de la dette financière à long et moyen terme

### Caractéristiques Générales (1)

| Référence emprunt | CARACTERISTIQUES GENERALES A L'ORIGINE DU CONTRAT | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Numéro de contrat | Etablissement de crédit | Date de signature du contrat | Date de consolidation du prêt 1 | Date d'échéance du prêt | Montant nominal contractuel | Type de taux (F, V ou C) 2 | Formule de calcul du taux d'intérêt initial 3 | Taux d'intérêt initial 4 | Taux actuariel initial | Devise | Modalités de remboursement du capital 5 | Périodicité de remboursement du capital 6 |
| **C/163 Emprunts obligataires** | | | | | | **45 000 000,00 €** | | | | | | | |
| C/1631 Emprunts obligataires remboursables in fine | | | | | | 25 000 000,00 € | | | | | | | |
| 1631000 | EO 10M 2009 | EMISSION OBLIGATAIRE | 26/05/2009 | 26/05/2009 | 26/05/2019 | 10 000 000,00 € | F | Taux fixe à 4.375 % | 4,38% | 4,44% | EUR | F | |
| 1631001 | EO 5M 2010 | EMISSION OBLIGATAIRE | 26/04/2010 | 26/04/2010 | 26/04/2020 | 5 000 000,00 € | F | Taux fixe à 3.625 % | 3,62% | 3,62% | EUR | F | |
| 1631002 | EO 10M 2013 | EMISSION OBLIGATAIRE | 14/02/2013 | 14/02/2013 | 14/02/2023 | 10 000 000,00 € | F | Taux fixe à 3.65 % | 3,65% | 3,65% | EUR | F | |
| C/1638 Autres emprunts obligataires | | | | | | 20 000 000,00 € | | | | | | | |
| 1638000 | 1638000 | EMISSION OBLIGATAIRE | 17/07/2017 | 03/08/2017 | 03/08/2037 | 20 000 000,00 € | F | Taux fixe à 1.817 % | 1,82% | 1,82% | EUR | AC | A |
| **C/164 Emprunts auprès des établissements de crédit** | | | | | | **484 888 140,82 €** | | | | | | | |
| C/ 1641 Emprunts en euros | | | | | | 484 888 140,82 € | | | | | | | |
| 1641056-ream | 1213966 | CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS | 01/01/2017 | 01/01/2017 | 01/02/2033 | 23 828 490,82 € | V | Livret A + 1.56 | 2,31% | 2,31% | EUR | AC | A |
| 1641343 | MPH241296-réam | SFIL CAFFIL | 10/07/2008 | 01/10/2008 | 01/10/2023 | 4 533 333,33 € | F | Taux fixe à 4.495 % | 4,50% | 4,56% | EUR | AC | T |
| 1641346 | MIN241137EUR/0251616 | SFIL CAFFIL | 01/07/2009 | 01/07/2009 | 01/07/2039 | 28 000 000,00 € | F | Taux fixe à 4.61 % | 4,61% | 4,68% | EUR | P | A |
| 1641347 | MIN241137EUR/0251616 | SFIL CAFFIL | 01/07/2010 | 01/07/2010 | 01/07/2040 | 19 000 000,00 € | F | Taux fixe à 4.65 % | 4,65% | 4,72% | EUR | P | A |
| 1641348 | MPH270016EUR | SFIL CAFFIL | 04/07/2006 | 30/09/2011 | 01/07/2041 | 23 000 000,00 € | G | Taux fixe annulable à 4.36 % (date d'exercice 01/07/2016) | 4,36% | 4,42% | EUR | AC | A |
| 1641349 | MIN242802EUR | SFIL CAFFIL | 01/07/2008 | 01/07/2008 | 01/07/2038 | 25 000 000,00 € | F | Taux fixe à 4.13 % | 4,13% | 4,19% | EUR | P | A |
| 1641350 | MIN242837EUR | SFIL CAFFIL | 01/07/2008 | 01/07/2008 | 01/07/2038 | 16 000 000,00 € | F | Taux fixe à 4.13 % | 4,13% | 4,19% | EUR | P | A |
| 1641851 | 17080/003/002 | SOCIETE GENERALE | 01/07/2010 | 01/07/2010 | 01/07/2040 | 13 000 000,00 € | G | Taux fixe à 4.2 % | 4,20% | 4,26% | EUR | P | A |
| 1641852 | 2009-071/A 1009197 | CAISSE D'EPARGNE | 31/12/2009 | 31/12/2009 | 25/12/2029 | 7 000 000,00 € | F | Taux fixe à 4.65 % | 4,65% | 4,80% | EUR | AC | T |
| 1641853 | 17804/004/001 | SOCIETE GENERALE | 31/12/2010 | 31/12/2010 | 31/12/2030 | 7 500 000,00 € | F | Taux fixe à 4.83 % | 4,83% | 4,99% | EUR | AC | T |
| 1641854 | 2009-072/A 1009198 | CAISSE D'EPARGNE | 31/12/2010 | 31/12/2010 | 25/12/2030 | 15 500 000,00 € | F | Taux fixe à 4.83 % | 4,83% | 4,99% | EUR | AC | T |
| 1641855 | LLN.CHUNice | Rivage Investment | 25/01/2012 | 25/01/2012 | 25/01/2042 | 10 000 000,00 € | F | Taux fixe à 5.96 % | 5,96% | 6,13% | EUR | AC | M |
| 1641857 | A1012114/CE 2012.027 | CAISSE D'EPARGNE | 23/02/2012 | 25/05/2012 | 25/05/2027 | 10 000 000,00 € | F | Taux fixe à 5.61 % | 5,61% | 5,76% | EUR | AC | M |
| 1641858 | SG-10M | SOCIETE GENERALE | 04/07/2012 | 06/07/2012 | 06/07/2032 | 10 000 000,00 € | F | Taux fixe à 4.95 % | 4,95% | 5,12% | EUR | AC | T |
| 1641859-ream | 1230159 | CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS | 12/09/2012 | 01/01/2017 | 01/11/2042 | 2 747 333,28 € | V | Livret A + 1.1 | 1,85% | 1,85% | EUR | AC | T |
| 1641860-ream | 1253809 | CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS | 24/10/2012 | 01/01/2017 | 01/02/2028 | 7 499 999,95 € | V | Livret A + 1 | 1,75% | 1,75% | EUR | AC | T |
| 1641861 | PBB-50M | Deutsche Pfandbriefbank AG | 17/12/2012 | 28/12/2012 | 28/12/2027 | 50 000 000,00 € | V | Euribor 03 M + 2.7 | 2,89% | 2,96% | EUR | AC | T |
| 1641862 | 0021 447 W | CREDIT FONCIER DE FRANCE | 21/01/2013 | 25/01/2013 | 25/01/2033 | 20 000 000,00 € | F | Taux fixe à 5.1 % | 5,10% | 5,28% | EUR | AC | T |
| 1641863-ream | 1241706 | CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS | 25/01/2013 | 01/01/2017 | 01/02/2033 | 8 431 977,44 € | V | Livret A + 1.56 | 2,31% | 2,31% | EUR | AC | A |
| 1641864 | A10130011 | CAISSE D'EPARGNE | 31/01/2013 | 08/08/2013 | 25/08/2028 | 15 000 000,00 € | F | Taux fixe à 4.77 % | 4,77% | 4,88% | EUR | AC | M |
| 1641865 | 0 026 781 P | CREDIT FONCIER DE FRANCE | 17/12/2013 | 13/01/2014 | 13/01/2034 | 30 000 000,00 € | F | Taux fixe à 3.99 % | 3,99% | 4,11% | EUR | AC | T |
| 1641866 | MON281866EUR | BANQUE POSTALE | 20/01/2014 | 20/03/2014 | 01/04/2034 | 40 000 000,00 € | V | Euribor 12 M + 1.74 | 2,32% | 2,36% | EUR | AC | A |
| 1641867 | MON505953EUR | BANQUE POSTALE | 22/12/2015 | 22/12/2015 | 01/01/2031 | 15 000 000,00 € | F | Taux fixe à 2.06 % | 2,06% | 2,08% | EUR | AC | T |
| 1641868 | 5120347 | CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS | 18/12/2015 | 18/12/2015 | 01/01/2041 | 16 986 000,00 € | V | (Livret A + 1)-Floor 0 sur Livret A | 1,75% | 1,75% | EUR | AC | T |
| 1641869 | A1015786 | CAISSE D'EPARGNE | 18/12/2015 | 22/02/2016 | 25/02/2036 | 1 986 000,00 € | F | Taux fixe à 3.24 % | 3,24% | 3,28% | EUR | AC | T |
| 1641870 | A1016501 | CAISSE D'EPARGNE | 28/06/2016 | 27/07/2016 | 25/08/2030 | 15 000 000,00 € | F | Taux fixe à 2.94 % | 2,94% | 2,97% | EUR | AC | T |
| 1641871 | 1001761803 | France Mutualiste | 15/11/2016 | 21/11/2016 | 21/11/2036 | 5 000 000,00 € | F | Taux fixe à 2.8 % | 2,80% | 2,63% | EUR | P | M |
| 1641872 | 1641872 | Rivage Investment | 25/11/2016 | 25/11/2016 | 25/08/2038 | 9 875 000,00 € | F | Taux fixe à 2.94 % | 2,94% | 2,97% | EUR | AC | T |
| 1641873 | MON 522576 ex MON521003 | SFIL CAFFIL | 05/06/2018 | 25/06/2018 | 01/07/2038 | 10 000 000,00 € | F | Taux fixe à 1.83 % | 1,83% | 1,87% | EUR | AC | T |
| 1641874 | 00801721362 | CREDIT AGRICOLE | 30/05/2018 | 10/06/2018 | 10/06/2038 | 10 000 000,00 € | F | Taux fixe à 1.8 % | 1,80% | 1,81% | EUR | AC | T |
| 1641875 | 1641875 | CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS | 11/06/2018 | 11/06/2018 | 01/07/2030 | 10 000 000,00 € | F | Taux fixe à 1.82 % | 1,82% | 1,82% | EUR | AC | T |
| 1641876 | A1018A45 | CAISSE D'EPARGNE | 10/07/2018 | 25/07/2018 | 25/07/2038 | 5 000 000,00 € | V | (Livret A + 0.65)-Floor 0 sur Livret A | 1,40% | 1,43% | EUR | AC | T |
| C/ 1643 Emprunts en devises | | | | | | | | | | | | | |
| C/ 1644 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie | | | | | | | | | | | | | |
| **C/167 Emprunts assortis de conditions particulières** | | | | | | **467 954,55 €** | | | | | | | |
| C/ 1673 Prêts de l'Etat | | | | | | | | | | | | | |
| C/ 1674 Avances remboursables du FMESPP | | | | | | | | | | | | | |
| C/ 1675 Dettes - Partenariats public-privé | | | | | | | | | | | | | |
| C/ 1676 Prêts des collectivités et établissements publics locaux | | | | | | | | | | | | | |
| C/ 1677 Prêts des caisses d'assurance maladie | | | | | | 422 954,55 € | | | | | | | |
| 1677043 | 1295 | Caisse d'assurance retraite et de la santé au travail | 21/04/1998 | 31/10/1999 | 31/10/2019 | 422 954,55 € | F | Taux fixe à 0 % | 0,00% | 0,00% | FRF | AC | A |
| C/ 1678 Autres prêts assortis de conditions particulières | | | | | | 45 000,00 € | | | | | | | |
| 20140670 | 20140670 | Caisse Allocations Familiales | 13/08/2014 | 20/12/2014 | 20/01/2019 | 45 000,00 € | F | Taux fixe à 0 % | 0,00% | 0,00% | EUR | AC | A |
| **C/168 Autres emprunts et dettes assimilées (sauf ICNE)** | | | | | | | | | | | | | |
| TOTAL | | | | | | **530 358 095,37 €** | | | | | | | |

## Caractéristiques Générales (2)

| Référence emprunt | NIVEAU DE RISQUE (Charte Gissler) avant couverture | | SI RISQUE >= 2A | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | Niveau de risque de l'indice | Niveau de risque de la structure | Date de passage en phase structurée | Date d'échéance de la phase structurée | Formule de calcul du taux d'intérêt de la phase structurée |
| | (chiffre) | (lettre) | 7 | 8 | 9 |
| **C/163 Emprunts obligataires** | | | | | |
| C/1631 Emprunts obligataires remboursables in fine | | | | | |
| 1631000 | 1 | A | | | |
| 1631001 | 1 | A | | | |
| 1631002 | 1 | A | | | |
| C/1638 Autres emprunts obligataires | | | | | |
| 1638000 | 1 | A | | | |
| **C/164 Emprunts auprès des établissements de crédit** | | | | | |
| C/ 1641 Emprunts en euros | | | | | |
| 1641056-ream | 1 | A | | | |
| 1641343 | 1 | A | | | |
| 1641346 | 1 | A | | | |
| 1641347 | 1 | A | | | |
| 1641348 | 1 | A | 30/06/2011 | 01/07/2016 | Taux fixe annulable à 4.36 % (date d'exercice 01/07/2016) |
| 1641349 | 1 | A | | | |
| 1641350 | 1 | A | | | |
| 1641851 | 1 | B | 01/07/2012 | 01/07/2040 | Taux fixe 4.94% à barrière 6% sur Euribor 01 M (Marge de 1.95%) |
| 1641852 | 1 | A | | | |
| 1641853 | 1 | A | | | |
| 1641854 | 1 | A | | | |
| 1641855 | 1 | A | | | |
| 1641857 | 1 | A | | | |
| 1641858 | 1 | A | | | |
| 1641859-ream | 1 | A | | | |
| 1641860-ream | 1 | A | | | |
| 1641861 | 1 | A | | | |
| 1641862 | 1 | A | | | |
| 1641863-ream | 1 | A | | | |
| 1641864 | 1 | A | | | |
| 1641865 | 1 | A | | | |
| 1641866 | 1 | A | | | |
| 1641867 | 1 | A | | | |
| 1641868 | 1 | A | | | |
| 1641869 | 1 | A | | | |
| 1641870 | 1 | A | | | |
| 1641871 | 1 | A | | | |
| 1641872 | 1 | A | | | |
| 1641873 | 1 | A | | | |
| 1641874 | 1 | A | | | |
| 1641875 | 1 | A | | | |
| 1641876 | 1 | A | | | |
| C/ 1643 Emprunts en devises | | | | | |
| C/ 1644 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie | | | | | |
| **C/167 Emprunts assortis de conditions particulières** | | | | | |
| C/ 1673 Prêts de l'Etat | | | | | |
| C/ 1674 Avances remboursables du FMESPP | | | | | |
| C/ 1675 Dettes - Partenariats public-privé | | | | | |
| C/ 1676 Prêts des collectivités et établissements publics locaux | | | | | |
| C/ 1677 Prêts des caisses d'assurance maladie | | | | | |
| 1677043 | 1 | A | | | |
| C/ 1678 Autres prêts assortis de conditions particulières | | | | | |
| 20140670 | 1 | A | | | |
| **C/168 Autres emprunts et dettes assimilées (sauf ICNE)** | | | | | |
| **TOTAL** | | | | | |

## Caractéristiques Générales (3)

| | CARACTERISTIQUES GENERALES DU CONTRAT AU 31/12/N | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Annuité de l'exercice | | | | | | | | | | |
| Référence emprunt | Échéance de l'exercice - partie capital | Échéance de l'exercice - partie intérêt | Type de taux (F, V ou C) | Formule de calcul du taux d'intérêt | Taux d'intérêt | Taux actuariel | Remboursement anticipé partiel réalisé sur l'exercice? (si oui, indiquer le montant remboursé) | Valorisation du coût de sortie au 31/12/N | Couverture ? (si oui, indiquer le montant couvert) | Capital restant dû au 31/12/N | Capital restant dû au 31/12/N-1 |
| | | | 10 | 11 | 12 | | 13 | | 13 | | |
| **C/163 Emprunts obligataires** | **1 000 000,00 €** | **1 347 150,00 €** | | | | | | **1 591 315,60 €** | | **44 000 000,00 €** | **45 000 000,00 €** |
| C/1631 Emprunts obligataires remboursables in fine | 0,00 € | 983 750,00 € | | | | | | | | 25 000 000,00 € | 25 000 000,00 € |
| 1631000 | 0,00 € | 437 500,00 € | F | Taux fixe à 4.375 % | 4,38% | 4,44% | | | N | 10 000 000,00 € | 10 000 000,00 € |
| 1631001 | 0,00 € | 181 250,00 € | F | Taux fixe à 3.625 % | 3,63% | 3,62% | | | N | 5 000 000,00 € | 5 000 000,00 € |
| 1631002 | 0,00 € | 365 000,00 € | F | Taux fixe à 3.65 % | 3,65% | 3,65% | | | N | 10 000 000,00 € | 10 000 000,00 € |
| C/1638 Autres emprunts obligataires | 1 000 000,00 € | 363 400,00 € | | | | | | 1 591 315,60 € | | 19 000 000,00 € | 20 000 000,00 € |
| 1638000 | 1 000 000,00 € | 363 400,00 € | F | Taux fixe à 1.817 % | 1,82% | 1,82% | | 1 591 315,60 € | N | 19 000 000,00 € | 20 000 000,00 € |
| **C/164 Emprunts auprès des établissements de crédit** | **21 070 631,46 €** | **12 526 880,08 €** | | | | | | **76 626 989,84 €** | | **364 240 650,34 €** | **355 311 281,80 €** |
| C/ 1641 Emprunts en euros | 21 070 631,46 € | 12 526 880,08 € | | | | | | 76 626 989,84 € | | 364 240 650,34 € | 355 311 281,80 € |
| 1641056-ream | 1 401 676,28 € | 518 059,55 € | V | Livret A + 1.56 | 2,31% | 2,31% | | 2 487 411,78 € | N | 21 026 144,26 € | 22 426 820,54 € |
| 1641343 | 266 666,68 € | 0,00 € | V | Euribor 03 M-Floor 0 sur Euribor 03 M | 0,00% | 0,00% | | 0,00 € | N | 1 333 333,27 € | 1 599 999,95 € |
| 1641346 | 642 417,52 € | 1 112 042,94 € | F | Taux fixe à 4.61 % | 4,61% | 4,68% | | 9 900 564,52 € | N | 23 149 544,96 € | 23 791 962,48 € |
| 1641347 | 422 120,57 € | 809 250,50 € | F | Taux fixe à 4.65 % | 4,65% | 4,72% | | 6 684 243,72 € | N | 16 742 715,44 € | 17 164 836,01 € |
| 1641348 | 766 666,67 € | 813 382,22 € | F | Taux fixe à 4.36 % | 4,36% | 4,42% | | 5 997 209,36 € | N | 17 633 333,31 € | 18 399 999,98 € |
| 1641349 | 631 228,57 € | 890 971,40 € | F | Taux fixe à 4.13 % | 4,13% | 4,19% | | 7 278 111,12 € | N | 20 646 406,22 € | 21 277 634,79 € |
| 1641350 | 403 986,29 € | 570 221,70 € | F | Taux fixe à 4.13 % | 4,13% | 4,19% | | 4 657 991,11 € | N | 13 213 700,00 € | 13 617 686,29 € |
| 1641851 | 269 287,54 € | 568 012,15 € | C | Taux fixe 4.94% à barrière 6% sur Euribor 01 M (Marge de 1.95%) | 4,94% | 5,13% | | 5 514 974,71 € | N | 11 184 303,73 € | 11 453 591,27 € |
| 1641852 | 350 000,00 € | 191 807,66 € | F | Taux fixe à 4.65 % | 4,65% | 4,80% | | 960 112,80 € | N | 3 850 000,00 € | 4 200 000,00 € |
| 1641853 | 375 000,00 € | 231 802,26 € | F | Taux fixe à 4.83 % | 4,83% | 5,01% | | 1 196 071,80 € | N | 4 499 999,98 € | 4 874 999,98 € |
| 1641854 | 775 000,00 € | 479 110,01 € | F | Taux fixe à 4.83 % | 4,83% | 4,99% | | 2 524 432,94 € | N | 9 300 000,00 € | 10 075 000,00 € |
| 1641855 | 333 333,36 € | 469 349,99 € | F | Taux fixe à 5.96 % | 5,96% | 6,13% | | 4 411 374,68 € | N | 7 694 444,26 € | 8 027 777,62 € |
| 1641857 | 666 666,72 € | 335 041,66 € | F | Taux fixe à 5.61 % | 5,61% | 5,76% | | 1 346 142,19 € | N | 5 611 110,76 € | 6 277 777,48 € |
| 1641858 | 500 000,00 € | 360 714,06 € | F | Taux fixe à 4.95 % | 4,95% | 5,12% | | | N | 6 875 000,00 € | 7 375 000,00 € |
| 1641859-ream | 105 666,68 € | 47 807,37 € | V | Livret A + 1.1 | 1,85% | 1,85% | | 334 986,19 € | N | 2 535 999,92 € | 2 641 666,60 € |
| 1641860-ream | 666 666,68 € | 114 459,90 € | V | Livret A + 1 | 1,75% | 1,75% | | 372 205,17 € | N | 6 166 666,59 € | 6 833 333,27 € |
| 1641861 | 3 333 333,32 € | 772 443,68 € | V | Euribor 03 M + 2.7 | 2,38% | 2,44% | | | N | 30 000 000,08 € | 33 333 333,40 € |
| 1641862 | 1 000 000,00 € | 769 143,74 € | F | Taux fixe à 5.1 % | 5,10% | 5,28% | | 4 812 187,51 € | N | 14 250 000,00 € | 15 250 000,00 € |
| 1641863-ream | 495 998,67 € | 183 321,11 € | V | Livret A + 1.66 | 2,31% | 2,31% | | 880 198,19 € | N | 7 439 980,10 € | 7 935 978,77 € |
| 1641864 | 999 999,96 € | 486 937,50 € | F | Taux fixe à 4.77 % | 4,77% | 4,88% | | 2 179 542,15 € | N | 9 666 666,88 € | 10 666 666,84 € |
| 1641865 | 1 500 000,00 € | 963 294,06 € | F | Taux fixe à 3.99 % | 3,99% | 4,11% | | 5 864 326,53 € | N | 22 875 000,00 € | 24 375 000,00 € |
| 1641866 | 2 000 000,00 € | 562 241,94 € | V | Euribor 12 M + 1.74 | 1,63% | 1,65% | | 1 728 000,00 € | N | 32 000 000,00 € | 34 000 000,00 € |
| 1641867 | 1 000 000,00 € | 265 225,00 € | F | Taux fixe à 2.06 % | 2,06% | 2,08% | | 1 337 117,66 € | N | 12 250 000,00 € | 13 250 000,00 € |
| 1641868 | 679 440,00 € | 270 221,42 € | V | (Livret A + 1)-Floor 0 sur Livret A | 1,75% | 1,75% | | 1 203 288,24 € | N | 15 117 540,00 € | 15 796 980,00 € |
| 1641869 | 99 300,00 € | 57 509,60 € | F | Taux fixe à 3.24 % | 3,24% | 3,28% | | 383 644,95 € | N | 1 712 925,00 € | 1 812 225,00 € |
| 1641870 | 250 000,00 € | 135 056,25 € | F | Taux fixe à 2.94 % | 2,94% | 2,97% | | 854 490,11 € | N | 4 437 500,00 € | 4 687 500,00 € |
| 1641871 | 198 675,95 € | 122 196,85 € | F | Taux fixe à 2.6 % | 2,60% | 2,63% | | 59 475,50 € | N | 4 591 835,58 € | 4 790 511,53 € |
| 1641872 | 500 000,00 € | 270 112,50 € | F | Taux fixe à 2.94 % | 2,94% | 2,97% | | 1 708 980,21 € | N | 8 875 000,00 € | 9 375 000,00 € |
| 1641873 | 125 000,00 € | 49 816,67 € | F | Taux fixe à 1.83 % | 1,83% | 1,87% | | 1 055 169,02 € | N | 9 875 000,00 € | |
| 1641874 | 250 000,00 € | 89 437,50 € | F | Taux fixe à 1.8 % | 1,80% | 1,81% | | 28 875,00 € | N | 9 750 000,00 € | |
| 1641875 | 0,00 € | 0,00 € | F | Taux fixe à 1.82 % | 1,82% | 1,82% | | 699 612,59 € | N | 5 000 000,00 € | |
| 1641876 | 62 500,00 € | 17 888,89 € | V | (Livret A + 0.65)-Floor 0 sur Livret A | 1,40% | 1,43% | | 146 250,00 € | N | 4 937 500,00 € | |
| C/ 1643 Emprunts en devises | | | | | | | | | | | |
| C/ 1644 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie | | | | | | | | | | | |
| **C/167 Emprunts assortis de conditions particulières** | **30 147,73 €** | **0,00 €** | | | | | | | | **30 147,69 €** | **60 295,42 €** |
| C/ 1673 Prêts de l'Etat | | | | | | | | | | | |
| C/ 1674 Avances remboursables du FMESPP | | | | | | | | | | | |
| C/ 1675 Dettes - Partenariats public-privé | | | | | | | | | | | |
| C/ 1676 Prêts des collectivités et établissements publics locaux | | | | | | | | | | | |
| C/ 1677 Prêts des caisses d'assurance maladie | 21 147,73 € | 0,00 € | | | | | | | | 21 147,69 € | 42 295,42 € |
| 1677043 | 21 147,73 € | 0,00 € | F | Taux fixe à 0 % | 0,00% | 0,00% | | | N | 21 147,69 € | 42 295,42 € |
| C/ 1678 Autres prêts assortis de conditions particulières | 9 000,00 € | 0,00 € | | | | | | | | 9 000,00 € | 18 000,00 € |
| 20140670 | 9 000,00 € | 0,00 € | F | Taux fixe à 0 % | 0,00% | 0,00% | | | N | 9 000,00 € | 18 000,00 € |
| **C/168 Autres emprunts et dettes assimilées (sauf ICNE)** | | | | | | | | | | | |
| TOTAL | 22 100 779,19 € | 13 874 030,08 € | | | | | | 78 218 305,44 € | | 408 270 798,03 € | 400 371 577,22 € |

## Etats des crédits de trésorerie

| | Numéro du contrat | Etablissement de crédit | Date d'autorisation de la ligne ou de signature du contrat (*) | Durée du contrat (en mois) | Index disponibles au 31/12/N (1) | Index disponibles au 31/12/N (1) si plusieurs index sur la même période | Montant max. autorisé au 31/12/N | Encours moyen en N (2) | Montant des intérêts remboursés en n (3) | Encours restant dû au 31/12/N |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **C/519 Crédits de trésorerie** | | | | | | | | | **113 257,86** | **0,00** |
| *C/51931 Ligne de crédits de trésorerie* | | | | | | | | | 113 257,86 | 0,00 |
| 9617831018 | 9617831018 | GCE - Groupe Caisse d'Epargne | 30/07/2018 | 12 | | | 15 000 000,00 | 19 084,17 | 49 588,76 | 0,00 |
| 2018901485 | 2018901485 | LBP - La Banque Postale | 24/11/2018 | 12 | | | 15 000 000,00 | 41 095,89 | 41 169,10 | 0,00 |
| 601909616 | 601909616 | GCA - Groupe Crédit Agricole | 26/11/2018 | 12 | | | 15 000 000,00 | 0,00 | 22 500,00 | 0,00 |
| *C/51932 Ligne de crédit de trésorerie liée à un emprunt* | | | | | | | | | 0,00 | |

## Typologie de la répartition de l'encours de dette

| Structure | Indices sous-jacents | Indices zone euro (1) | Indice inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices (2) | Ecarts d'indices zone euro (3) | Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro (4) | Ecarts d'indices hors zone euro (5) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| (A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) | Nombre de produits | 37 | | | | |
| | % de l'encours | 97,26% | | | | |
| | Montant en euros | 397 086 494,00 € | | | | |
| (B) Barrière simple. Pas d'effet de levier | Nombre de produits | 1 | | | | |
| | % de l'encours | 2,74% | | | | |
| | Montant en euros | 11 184 304,00 € | | | | |
| (C) Option d'échange (swaption) | Nombre de produits | | | | | |
| | % de l'encours | | | | | |
| | Montant en euros | | | | | |
| (D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 cap | Nombre de produits | | | | | |
| | % de l'encours | | | | | |
| | Montant en euros | | | | | |
| (E) Multiplicateur jusqu'à 5 | Nombre de produits | | | | | |
| | % de l'encours | | | | | |
| | Montant en euros | | | | | |
| (F) Autres types de structures | Nombre de produits | | | | | |
| | % de l'encours | | | | | |
| | Montant en euros | | | | | |

## Echéancier flux de trésorerie

| Catégories d'emprunts | Echéancier | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1 an | 2 ans | 3 ans | 4 ans | 5 ans | + 5 ans | Total |
| **Emprunts non structurés (cotés 1A)** | | | | | | | |
| - capital | 32 954 574,46 € | 27 982 309,71 € | 23 101 520,35 € | 23 225 910,84 € | 33 355 713,68 € | 256 466 465,28 € | 402 086 494,32 € |
| - intérêts | 13 033 915,37 € | 11 906 636,25 € | 11 023 108,52 € | 10 534 595,50 € | 9 951 634,12 € | 65 197 423,22 € | 121 647 312,98 € |
| **Emprunts structurés - risque limité (cotés 1B, 2B, 2A, 3A, 3B et 3C)** | | | | | | | |
| - capital | 283 317,43 € | 298 078,26 € | 313 608,14 € | 329 947,13 € | 347 137,37 € | 9 612 215,40 € | 11 184 303,73 € |
| - intérêts | 554 230,04 € | 541 225,70 € | 524 474,23 € | 508 423,80 € | 491 537,13 € | 4 714 665,05 € | 7 334 555,95 € |
| **Emprunts structurés - risque élevé (non cités ci-dessus)** | | | | | | | |
| - capital | | | | | | | |
| - intérêts | | | | | | | |
| **Emprunts "hors charte Gissler" (6F)** | | | | | | | |
| - capital | | | | | | | |
| - intérêts | | | | | | | |
| TOTAL TOUTES CATEGORIES | | | | | | | |
| **- capital** | **33 237 891,89 €** | **28 280 387,97 €** | **23 415 128,49 €** | **23 555 857,97 €** | **33 702 851,05 €** | **266 078 680,68 €** | **408 270 798,05 €** |
| **- intérêts** | **13 588 145,41 €** | **12 447 861,95 €** | **11 547 582,75 €** | **11 043 019,30 €** | **10 443 171,25 €** | **69 912 088,27 €** | **128 981 868,93 €** |

## 1.5.10. Etat BI10 Etat des participations au 31/12

| NOM DES ORGANISMES | G.C.S UNIHA | G.C.S I.U.F.C. | G.C.S HOPITAUX PEDIATRIQUES DE NICE | GCMS INSTITUT CLAUDE POMPIDOU | GCS France Finance | GCS Des Hôpitaux de la Côte d'Azur (ex SIH Cannes Grasse Antibes Fréjus Menton Nice) | C.N.C.R. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| FORME JURIDIQUE | G.C.S. | G.C.S. | | GCMS | G.C.S. | G.C.S. | G.C.S. |
| ADRESSE DU SIÈGE SOCIAL | 9 Rue des Tuiliers 69003 LYON | 33 Avenue de Valombrose 06189 NICE Cdex 2 | 57, Avenue de la Californie 06200 NICE | Avenue Reine Victoria 06003 NICE Cedex 1 | 80 Rue Brochier 13354 MARSEILLE | 256 avenue Michel jourdan 06151 CANNES LA BOCCA CEDEX | 1 bis rue cabanis 75993 PARIS CEDEX 14 |
| NATURE D'ACTIVITÉ | Administration Publique (Tutelle) des activités économiques | Activité de soins : ORL/Chirurgie orale | Soins jusqu'au 30 juin 2013 puis GCS de moyens à partir du 1er juillet 2013 | Mise en commun de moyens pour assurer la coopération sanitaire et médico-sociale des personnes atteintes par le maladie d'Alzheimer. | Pérériser l'accès des CHU au marché obligataire, diversifier l'accès au crédit, mutualiser le savoir faire | Mettre en commun des moyens humains et matériels dans le domaine de la blanchisserie restauration et soins palliatifs | Contribuer à la mise en oeuvre des politiques publiques de recherche et d'innovations médicales, promouvoir et développer l'utilisation d'outils communs de gestion, appuyer et fédérer ses membres |
| CAPITAL SOCIAL AU DÉBUT DE L'EXERCICE | 63 | | 50 000 | 1 000 | 630 000 | | 0 |
| CAPITAL SOCIAL A LA FIN DE L'EXERCICE | 63 | | 50 000 | 1 000 | 630 000 | | 0 |
| SITUATION FINANCIÈRE NETTE | | | 49 395 | | 870 755 | | 385 400 |
| CAPITAUX PROPRES AUTRES QUE LE CAPITAL SOCIAL | | | 0 | | 240 755 | | 385 400 |
| MONTANT DE L'ENCOURS DES EMPRUNTS RÉALISÉS PAR L'ORGANISME | 0 | | 0 | 0 | 0 | | |
| CHIFFRE D'AFFAIRES DE L'EXERCICE | 12 578 877 | | 17 957 745 | 325 961 | 172 738 | | 608 825 |
| RÉSULTAT DE L'EXERCICE | 277 063 | | 3 570 247 | | 42 046 | | -486 395 |
| AFFECTATION | | | | | | | |
| * Information relatives à la participation de l'EPS au 31 décembre du dernier exercice clos | | | | | | | |
| MONTANT DU CAPITAL DÉTENU PAR L'EPS: | | | | | | | |
| - AU DÉBUT DE L'EXERCICE | 1 | | 25 000 | 500 | 25 200 | | 0 |
| - A LA FIN DE L'EXERCICE | 1 | | 25 000 | 500 | 25 200 | | 0 |
| QUOTE-PART DE L'EPS : | | | | | | | |
| - AU DÉBUT DE L'EXERCICE | 1,59 | | 50 | 50 | 4,00 | | 3,13 |
| - A LA FIN DE L'EXERCICE | 1,59 | | 50 | 50 | 4,00 | | 3,13 |

Concernant la participation dans le GCS IUFC :

Pour l'exercice 2017, la méthodologie validée sur la base de l'étude de KPMG a été appliquée. Cependant, l'assiette de charges attribuée au CHU est vraisemblablement erronée et il a été mis en évidence en octobre 2018 des erreurs d'affectation des charges aux bonnes UF qui ont un impact trop défavorable pour le CHUN pour que ce dernier accepte la comptabilité telle que présentée.

Une proposition transactionnelle a été proposée et validée par les 2 parties afin de clôturer les comptes 2017. Cette proposition transactionnelle s'appuie sur la méthodologie suivante :

- Pour ce qui concerne les unités A4, I3, les consultations et les soins externes, la méthodologie proposée par KPMG est bien appliquée.
- Pour ce qui concerne les unités I4 et A3, compte tenu des erreurs d'imputation, il a été convenu de ne pas prendre en comptes les charges initiales 2017, de partir des charges 2016 et d'appliquer un taux d'évolution correspondant à l'évolution du montant des recettes.
  Avec l'application de ce taux d'évolution il en résulte un montant non réparti par rapport au montant de la balance 2017. Ce reliquat est réparti entre le CHU et le CAL à hauteur de respectivement 40% et 60%.

En synthèse et par rapport à la méthodologie KPMG telle qu'elle aurait dû être appliquée si les charges avaient été correctement affectées aux bonnes UF :

- Une baisse de la participation du CHU de Nice de 205 600 €
- Un accroissement de la participation du CAL de 316 235 €.

Au 17 mai 2019, les travaux de clôture de l'exercice 2018 ne sont pas achevés et la présentation de cet exercice comptable sera réalisée à l'occasion de l'Assemblée Générale qui se tiendra fin 2019.

## 1.5.11._ETAT BI11 Evaluation et comptabilisation des stocks

| Compte | Nature des stocks et des en-cours | Stock initial (SI) au 01/01/n | Stock final (SF) au 31/12/n | Ajustement des dépréciations | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | (a) | (b) | Niveau initial des dépréciations au 01/01/n (c) | Reprises des dépréciations existantes (d) | Dépréciations nécessaires au 31/12/N (e) | Niveau final des dépréciations au 31/12/n (f=(c+e)-d) |
| C/31 | Matières premières et fournitures | 4 192,93 | 4 716,84 | | | | 0,00 |
| C/32 | Autres approvisionnements | 11 122 100,43 | 11 402 579,07 | | | | 0,00 |
| | *dont C/321 Produits pharmaceutiques et produits à usage médical* | 5 458 154,56 | 5 871 459,86 | | | | 0,00 |
| C/33 | En-cours de production de biens | 0,00 | | | | | 0,00 |
| C/35 | Stocks de produits | 0,00 | | | | | 0,00 |
| C/37 | Stocks de marchandises | 0,00 | | | | | 0,00 |
| C/38 | Autres stocks | 0,00 | | | | | 0,00 |
| **TOTAL** | | **11 126 293,36** | **11 407 295,91** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

**Stocks dans les services**

| | STOCK INITIAL AU 01/01/2018 | STOCK FINAL AU 31/12/2018 |
|---|---|---|
| | | |
| Médicaments | 276 850,00 | 316 035,00 |
| Dispositifs Médicaux | 3 836 061,00 | 3 341 455,26 |

## 1.5.12. Tableau synthétique des valeurs mobilières de placement

| | | Montant à l'ouverture de l'exercice n | Montant à la clôture de l'exercice n | Ajustement des dépréciations | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Compte | Situation des valeurs mobilières de placement | (a) | (b) | Niveau initial des dépréciations au 01/01/n (c) | Reprises des dépréciations existantes (d) | Dépréciations nécessaires au 31/12/n (e) | Niveau final des dépréciations au 31/12/n (f=(c+e)-d) |
| C/506 | Obligations | | | | | | 0,00 |
| C/507 | Bons du trésor et bons de caisse à court terme | | | | | | 0,00 |
| C/508 | Autres valeurs mobilières et créances assimilées | | | | | | 0,00 |
| TOTAL | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

## 1.6. NOTE RELATIVE AU COMPTE DE RESULTAT

### 1.5.1. Etat CR1 Eléments significatifs explicitant les comptes

Les produits bruts d'exploitation résultent essentiellement :

- Des produits de l'activité hospitalière qui se composent des recettes liées à l'hospitalisation, constituées de la facturation à l'assurance maladie selon les modalités de la tarification à l'activité (T2A) et de la facturation aux débiteurs institutionnels et patient sur la base d'un prix de journée, ainsi que des recettes relatives aux actes et consultations externes.

Ces produits sont comptabilisés selon des modalités distinctes selon le financeur :

- La part séjour financée par l'Assurance Maladie (CPAM) est comptabilisée à la sortie du patient selon les modalités de codage de la tarification à l'activité conformément au guide du contrôle externe de la tarification à l'activité. Ces modalités réglementaires sont pilotées par la Direction de l'information médicale au sein des établissements publics de santé.

- La part du séjour financée par les débiteurs institutionnels (mutuelles, autres organismes...) est facturée à la fin du séjour du patient sur la base d'un prix de journée et de la quote-part du séjour non prise en charge par l'assurance maladie.

- Des dotations annuelles de financement, principalement composées des dotations de Missions d'Intérêt Général et d'Aide à la Contractualisation (MIGAC) et du Fonds d'Intervention Régional (FIR), sont notifiées chaque année par l'ARS et font l'objet d'une comptabilisation à la réception de chaque arrêté. Les autres subventions de fonctionnement (Conseil Départemental, Conseil Régional...) sont comptabilisées à réception de la notification.

- Enfin, les autres produits (rétrocessions, mises à disposition de personnel, produits des activités annexes, etc...) sont comptabilisées en fonction du fait générateur. »

A la clôture 2018 le déficit constaté est la résultante d'une activité moins évolutive que prévu et de dépenses contenues.

Les analyses ci-dessous portent sur le budget principal uniquement.

Concernant les produits de l'activité l'évolution entre 2017 et 2018 s'explique par :

- une augmentation relativement faible des produits de l'activité sur les Groupes homogènes de séjours soit +1,09 M€ soit + 0,47%;
-
- une augmentation des produits des prestations faisant l'objet d'une tarification spécifique (externes, ATU, FT) soit +2,33 M€ (+7,05%). Cette hausse doit être retraitée de la facturation FIDES des forfaits techniques et consultations externes comptabilisée par erreur sur le titre 2 pour 2,21M€ en 2017. La variation entre 2017 et 2018 ne se traduit plus que par une hausse de 0,11 M€ (+0,32%) ;

Les produits des médicaments facturés en sus sont en baisse de -3,14M€ alors que les produits des dispositifs médicaux facturés en sus sont quasiment stable**s**.

Les produits de l'activité hospitalière hors assurance maladie ont diminué de 0,08 M€ par rapport à 2017. Cette diminution doit être corrigée de la facturation FIDES comptabilisée par erreur sur le titre 2 pour 2,21M€ (compte 7324). La variation entre 2017 et 2018 se traduit alors par une hausse de 2,12 M€ qui provient plus particulièrement de la facturation des prestations de laboratoire +0,87 M€ et celle des produits de la tarification en hospitalisation incomplète +0,42 M€.

Sur le titre 3 Autres produits on constate une diminution de 4,6 M€ entre 2017 et 2018. Les cessions de médicaments ont engendré sur le compte 7071 une recette 2018 s'élevant à 21,93 M€ contre 33,28 M€ en 2017.
A contrario le montant 2018 des produits exceptionnels a augmenté passant de 7,55 M€ en 2017 à 9,77 M€ en 2018En effet ont été comptabilisés en 2018 en produits exceptionnels les PAR de la facturation des RIHN aux autres établissements au titre de l'exercice 2017. Par ailleurs les reprises sur provisions ont engendré un écart de 3,23 M€ entre 2017 et 2018, qui s'explique notamment par la reprise de 3,56M € au titre du crédit de TVA, l'administration fiscale ayant statué sur la demande de rescrit du CHU.

Des efforts de gestion ont été entrepris pour assurer une meilleure maîtrise de l'évolution des charges.

L'évolution des charges de personnel a été limitée à +1,16 M€ par rapport à 2017, soit +0,31%, traduisant de fait les actions entreprises dans le cadre du CREF.

S'agissant du personnel médical, les charges sont en hausse de 1,96 M€ soit +2,03%. Hors paiement du CET l'augmentation est de 1,45 M€ soit 1,5%.

En 2018, la moyenne des ETP séniors rémunérés est de 642 ETP contre 634 pour 2017 (et 632 ETP prévus à l'EPRD 2018) ce qui représente un écart à la hausse de +8 ETP soit +1,2%.

Sur le personnel non médical, l'évolution des charges est constatée à la baisse. Les dépenses ont été particulièrement contenues, à – 0,79 M€ par rapport à 2018 (soit -0,28%). Hors paiement du CET, les charges de PNM entre 2018 et 2017 diminue de -0,72 M€ soit – 0,26%.

En 2018, la moyenne des ETP rémunérés est de 6 071 ETP contre 6 112 en 2017 (et un objectif EPRD de 6 097 ETP), ce qui représente un écart à la baisse de - 41 ETP soit – 0,67%.

**Les consommations** de titre 2 s'inscrivent en forte baisse de (- 15,2 M€) soit -10,8%, sous l'effet prioritairement de la baisse des consommations de molécules rétrocédées et de celle des médicaments Liste.

**Les consommations** de titre 3 sont en hausse de 6,6% (soit +4 M€). Cette évolution provient essentiellement des postes de dépenses suivants : Entretien et réparations sur biens immobiliers, Maintenance à caractère non médical et Etudes et recherches suivies par la recherche clinique.

Enfin les charges de titre 4 sont inférieures de – 3,6 M€ à 2017 soit – 5%. L'évolution la plus notable s'explique par la baisse des dotations aux amortissements et dotations aux provisions. En termes de provisions la baisse s'explique par le non provisionnement en 2018 des dépréciations de créances, le stock existant étant suffisant. Sur les provisions pour CET, la dotation comptabilisée en 2018 est inférieure de 0,39M€ à celle de 2017. Les charges d'amortissement sont en baisse de - 0,7 M€ ainsi que les charges d'intérêt – 0,3 M€ en lien avec le profil d'extinction de la dette du CHU.

### 1.5.2. Etat CR2 Etat synthétique des subventions d'exploitation et des contributions accordées par l'établissement

| Rubriques | Montant exercice n |
|---|---|
| **C/652 Contributions aux structures de coopération autres que GHT** | **11 463 536,06** |
| dont C/6521 Contributions aux groupements d'intérêt public (GIP) | 20 469,85 |
| dont C/6522 Contributions aux groupements d'intérêt économique (GIE) | 2 368,00 |
| dont C/6523 Contribution aux groupements de coopération sanitaire (GCS) | 11 440 698,21 |
| dont C/6528 Autres contributions à des structures de coopération | |
| **C/653 Contributions aux GHT** | **952 541,00** |
| **C/657 Subventions** | **630 907,07** |
| dont C/6571 : Subventions aux associations participant à la vie sociale des usagers | 14 645,20 |
| dont C/6578 : Autres subventions | 616 261,87 |
| TOTAL | **13 046 984,13** |

### 1.5.3. Etat CR3 Détail des produits de l'activité hospitalière

**Compte de résultat principal**

| Compte | Montant exercice N | Montant exercice N-1 |
|---|---|---|
| 7311 Produits de l'hospitalisation | 392 732 878,90 | 395 364 411,52 |
| 7312 Produits des prestations faisant l'objet d'une tarification spécifique-MCO | 35 303 397,76 | 32 977 111,21 |
| **sous-total compte 731 Produits à la charge de l'assurance maladie** | **428 036 276,66** | **428 341 522,73** |
| 7321 Produits de la tarification en hospitalisation complète non pris en charge par l'assurance maladie | 21 866 166,20 | 21 590 708,16 |
| 7322 Produits de la tarification en hospitalisation incomplète non pris en charge par l'assurance maladie | 3 107 791,20 | 2 681 730,48 |
| 7323 Produits des tarifications de l'hospitalisation à domicile non pris en charge par l'assurance maladie | 0,00 | 0,00 |
| 7324 Produits des prestations faisant l'objet d'une tarification spécifique non pris en charge par l'assurance maladie | 9 798 872,92 | 12 170 382,57 |
| 7327 Forfait journalier | 8 313 075,00 | 7 690 866,50 |
| **sous total compte 732 Produits à la charge des patients, organismes complémentaire et compagnies d'assurance** | **43 085 905,32** | **44 133 687,71** |
| 733 Produits des prestations de soins délivrées aux patients étrangers non assurés sociaux en France | 18 179 897,23 | 18 143 154,58 |
| 734 Prestations effectuées au profit des malades d'un autre établissement | 6 005 777,23 | 5 079 149,05 |
| 735 Produits à la charge de l'Etat, collectivités territoriales et autres organismes publics | 0,00 | 0,00 |
| **sous total compte 73 PRODUITS DE L'ACTIVITÉ HOSPITALIÈRE** | **495 307 856,44** | **495 697 514,07** |
| 7471 Fonds d'intervention régional (FIR) | 12 773 014,88 | 13 455 385,80 |
| 7722 Produits sur exercices antérieurs à la charge de l'as | 20 945,50 | 719 050,44 |
| TOTAL | **508 101 816,82** | **509 871 950,31** |

## 1.6. AUTRES INFORMATIONS

### 1.7.1. Etat AI1 Etat des engagements hors bilan autres que les instruments de couverture de la dette à long terme

| Raison sociale du cocontractant | Nature du contrat | Date du contrat | Durée du contrat | Redevances payées | | Redevances restant à payer selon échéances | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | de l'exercice | cumulées | Moins de 1 an | de 1 à 5 ans | + de 5 ans | Total restant | Prix d'achat résiduel |
| DSI | | | | | | | | | 0,00 | |
| XIRING-INGENICO | Location 1 borne sésame-vitale | 01/03/2017 | 3 ANS | 234,00 | 702,00 | | | | 0,00 | 3,00 |
| XIRING-INGENICO | Location16 bornes sésame-vitale | 01/01/2016 | 3 ANS | 5 376,00 | 16 128,00 | | | | 0,00 | 3,00 |
| XIRING-INGENICO | Location3 bornes sésame-vitale | 17/02/2015 | 3 ANS | 702,00 | 2 700,00 | | | | 0,00 | 3,85 |
| TECNOFOR | Location 9 terminaux Cartes Bancaires | 01/10/2018 | 4 ANS | 1 166,40 | 1 166,40 | 1 166,40 | 2 332,80 | | 3 499,20 | 1,00 |
| UGAP | Droit usage DOCTOLIB | 01/07/2018 | 33 mois | 102 388,68 | 102 388,68 | | 383 957,55 | | 383 957,55 | 1,00 |
| CAIH | Droit d'usage logiciels MICROSOFT | 01/03/2015 | 4 ANS | 423 503,13 | 1 693 455,81 | 70 826,66 | | | 70 826,66 | 4,00 |
| AIXAGON | Droit usage SOPHOS protection e-mail | 15/01/2016 | 3 ANS | 12 804,48 | 38 532,00 | | | | 0,00 | 3,01 |
| MEPY SYSTEME | SUPPORT DE SONDE D'ECHOGRAPHIE | 22/07/2013 | 5 ANS | 2 775,00 | 29 474,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| TRASIS | ENCEINTE BLINDEE | 01/03/2015 | 7 ANS | 38 505,00 | 141 327,00 | 38 505,00 | 77 000,00 | 0,00 | 115 505,00 | 4 231,00 |
| PENTAX | LOCATION DE 2 ENDOSCOPES LINEAIRES | 14/12/2016 | 5 ANS | 64 947,00 | 129 894,00 | 64 947,00 | 129 894,00 | 0,00 | 194 841,00 | 5 412,00 |
| LEASECOM | LOCATION DE 2 POLYGRAPHES | 01/08/2017 | 7 ANS | 2 532,00 | 3 588,00 | 2 532,00 | 11 604,00 | 0,00 | 14 136,00 | 1,00 |
| CANDELA | LASER DERMATOLOGIQUE | 27/12/2017 | 4 ANS | 28 499,00 | 28 499,00 | 28 499,00 | 85 497,00 | 0,00 | 113 996,00 | 1 074,81 |
| SIEMENS LEASE | 3 VIDEOGASTROSCOPES | 22/02/2018 | 4 ANS | 31 865,00 | 31 865,00 | 37 108,80 | 79 461,40 | 0,00 | 116 570,20 | 2 226,52 |
| **Total** | | | | **715 297,69** | **2 219 719,69** | **243 584,86** | **769 746,75** | **0,00** | **1 013 331,61** | **12 963,88** |

Par ailleurs, l'établissement dispose d'autres engagements hors bilan relatifs aux immobilisations :

- Phase 2 de Pasteur 2 : la construction de Pasteur 2 fait l'objet d'un seul marché pour la construction des phases 1 et 2. Au 31/12/2018, les dépenses prévisionnelles de travaux de fin de phase 1 et de phase 2 (2019-2024) sont estimées à 101 859 508 €. Ce montant est toutefois susceptible de variation en fonction d'éventuelles modifications du programme, d'aléas de chantiers ou de contentieux, etc ;

- Etablissement de Tende : le bâtiment construit par l'établissement est assorti d'un bail à construction d'une durée de 60 ans allant de 1979 à 2039. En 2039, à la fin du bail, le département (propriétaire du terrain) deviendra également propriétaire de la construction ;

- Bâtiment K : le CHUN a transféré la gestion du bâtiment K de Pasteur à l'Université Côte d'Azur avec droit d'exploitation pour une durée de 40 ans (durée du bail). A l'issue de ce bail, les travaux effectués et la construction reviendront au CHUN ;

- La Fondation Lenval et le CHU de Nice ont signé le 18/12/2015 une promesse de vente dans laquelle le CHU s'engage à se porter acquéreur, au plus tard le 17/12/2017, de parcelles de terrains pour une valeur de 8,5 M€. Conformément à la recommandation du COPERMO Performance suite à la présentation du CREF le 11/07/2018, le CHU a fait valoir la condition suspensive relative au financement de l'opération. Le CHU ne s'est donc pas porté acquéreur de parcelles de terrain pour une valeur de 8,5 M€, et n'a pas versé les 850 k€ prévus par la clause pénale.

- Litiges Pasteur 2 :

- Les contentieux ci-dessous concernent l'opération de construction du nouvel hôpital Pasteur 2. Opération majeure conçue en deux phases, celle-ci a été lancée dès 2007 par la notification de 20 marchés travaux. L'opération d'une grande complexité a connu des difficultés géotechniques ainsi que des modifications de programme qui ont rallongé le délai d'exécution selon plusieurs calendriers successifs-.

Les demandes réclamatoires des entreprises concernent majoritairement l'indemnisation de ces prolongations de délais.

**SPIE-SATELEC – Lot courants forts-courants faibles**

Deux réclamations initiales ont été adressées en juillet 2013 faisant valoir diverses demandes financières liées à la perte d'industrie, la perte d'efficience de la main d'œuvre, des coûts d'encadrement supplémentaires (réclamation actualisée de 13 173 500 € pour les marchés des lots 10 et 11).

Dans ce contexte, les sociétés requérantes ont sollicité un référé expertise dont les conclusions ont été rendues le 19 décembre 2017. Il n'y a pas pour l'instant de procédure contentieuse judiciaire.

L'expert désigné retient un montant de 10.103.411,00 € au profit de SPIE-SATELEC.

Depuis, plusieurs rencontres programmées à l'initiative des parties sont intervenues. L'analyse conjointe de la maitrise d'œuvre, Assistant à maitrise d'ouvrage et CHU s'élève à un montant qui pourrait être dû de 5 281 000 € HT.

Deux possibilités s'offrent au CHU : la voie amiable (signature d'un protocole transactionnel après accord sur les montants indemnitaires) ou la voie judiciaire (procédure en référé ou bien directement au fond)

L'avancement actuel de la réclamation et l'absence de procédure judiciaire ne permet pas de déterminer s'il y a lieu d'enregistrer un éventuel chiffrage du risque dans les comptes de l'établissement.

**EIFFAGE THERMIE – Lot Génie Climatique**

Deux réclamations initiales ont été adressées en juin et août 2018 faisant valoir diverses demandes financières liées à la perte d'industrie, la perte d'efficience de la main d'œuvre, des coûts d'encadrement supplémentaires (réclamation de 9 411 054 € HT).

Dans ce contexte, les sociétés requérantes ont sollicité auprès du tribunal administratif de Nice un référé expertise en date du 10 avril 2019. Depuis, plusieurs rencontres programmées à l'initiative des parties sont intervenues.

Aujourd'hui, l'analyse de la maitrise d'œuvre s'élève à un montant qui pourrait être dû de 2 579 400 € HT.

Deux possibilités s'offrent au CHU : la voie amiable (signature d'un protocole transactionnel après accord sur les montants indemnitaires) ou la voie judiciaire (procédure en référé ou bien directement au fond).

L'avancement actuel de la réclamation et l'absence de procédure judiciaire ne permet pas de déterminer s'il y a lieu d'enregistrer un éventuel chiffrage du risque dans les comptes de l'établissement.

**ATRIUM PAYSAGES Lot Aménagement paysager**

Une réclamation initiale a été adressée en avril 2016 faisant valoir diverses demandes financières liées à des frais de personnel mobilisés, à des compléments de prix sur ordre de service. Par requête au fond enregistrée en décembre 2016, la société ATRIUM demande la condamnation du CHU de Nice et de la société INGEROP. Les parties dans la cause ont transmis leur mémoire en défense et la clôture de l'instruction a été fixée au 6 juillet 2018.

Depuis, la voie amiable a été privilégiée (prochaine signature d'un protocole transactionnel après accord sur les montants indemnitaires le 23 mai 2019). Ce protocole éteint toute réclamation sur la phase 1 et engage l'entreprise à réaliser la phase 2.

**SUSCILLON Lot Menuiserie intérieures**

Requête déposée le 29/12/2017 qui a, depuis, fait l'objet le 5 février 2018 d'une demande d'accord de médiation de l'entreprise. L'entreprise a fait valoir diverses demandes liées aux prolongations de délai engendrant des coûts en personnel et une désorganisation des équipes due aux modifications de programme.

Après médiation intervenue à l'automne 2018, le contentieux est soldé. La voie amiable a été privilégiée (signature d'un protocole transactionnel après accord sur les montants indemnitaires).

En date du 26/11/18, il a été établi un protocole transactionnel et un avenant.

- Le paiement relatif au protocole a été fait le 20/12/18 : Mandat E474777 du 7/12/18 d'un montant de 546 489.98 €,

- Le paiement relatif à l'avenant a été effectué le 18/12/18 : Mandat E475737 du 11/12/18 d'un montant de 412 677.36 € (paiement Suscillon) + mandat E475736 du 11/12/18 d'un montant de 86.56 € (paiement Portalp sous-traitant).

**Blanchisserie :**

Le 20/01/2014, la falaise surplombant la BIH a connu un effondrement partiel. Un arrêté de péril a été rendu par la Mairie de Nice interdisant l'accès à la majeure partie du bâtiment et mettant fin de l'activité de blanchisserie sur le site (à l'exception de la blanchisserie relais). Le groupement ACE EUROPE / GENERALI / ALBINGIA / AMLIN, assureur du CHU, sollicité, refuse la prise en charge de ce sinistre comme ne relevant pas des prestations d'assurance comprises dans le contrat le liant au CHU de Nice. Le CHU de Nice a engagé une procédure judiciaire au fond contre son assureur le 16/07/2015.

Les parties ont souhaité engager, pour éclairer la procédure au fond, une procédure d'expertise, qui a été ordonnée par le Tribunal administratif le 21/10/2016, pour déterminer les causes de l'effondrement, les travaux à mener et leur montant, le montant du préjudice d'exploitation.

La procédure d'expertise (1602861), initiée le 9 juin 2016, faisant suite à l'éboulement de la falaise surplombant la BIH le 20 janvier 2014, s'est achevée par la production du rapport de l'expert le 11 avril 2019. Elle oppose le requérant, le CHU de Nice, au défendeur, le groupement d'assurances représenté par ACE EUROPE.

Cette procédure a vocation à éclairer la procédure au fond (1502863), ouverte le 16/07/2015, par laquelle le Tribunal administratif rendra son jugement sur l'applicabilité des clauses du contrat d'assurance à ce sinistre. Concernant les préjudices matériels et d'exploitation, l'expert retient globalement (80%) les montants présentés par le CHU et relatifs :

- aux travaux de confortement de la falaise au prorata des surfaces impactées par l'éboulement ;
- à la détermination des surcoûts engagés au cours des 24 mois qui ont suivi l'arrêt d'exploitation de la blanchisserie ;
- aux frais de redémarrage après 24 mois d'inactivité établis à partir des devis des fournisseurs de matériel de la blanchisserie.

Concernant l'analyse des causes du sinistre, l'expert a produit les conclusions suivantes :

- sur l'analyse de l'origine des désordres, l'expert établit la pondération suivante : 20% Nature des matériaux, 20% Précipitations exceptionnelles ayant fait l'objet de deux arrêtés CATNAT, 60% Aménagements anthropiques, dernier facteur qu'il caractérise, dans sa conclusion, de « déterminant ».
- sur la responsabilité du CHU, l'expert indique « que ce n'était pas au CHU d'identifier la fragilité endogène du massif rocheux ». Les mesures de surveillance et de protection de la falaise mises en œuvre depuis 2002 ont été jugées « conformes aux règles de l'art ».

- Etat AI2 Honoraire des commissaires aux comptes

**Honoraires du commissaire aux comptes (état AI2)**

| **Honoraires du cabinet EXCO** | |
|---|---|
| Rattachement fin 2017 HT | 110 000,00 |
| Paiement en 2018 au titre de 2017 TTC | 121 512,00 |
| Paiement en 2018 au titre de 2018 TTC | 0,00 |
| Rattachement fin 2018 | 132 000,00 |

- Etat AI3 Tableau de synthèse des effectifs

| | | | ETP moyens rémunérés | | | Rémunérations (hors charges) | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Comptes | Exercice N | Exercice N-1 | Ecart | Exercice N | Exercice N-1 | Ecart |
| Personnel médical | PH temps plein ou médecins temps plein (*) et temps partiel | 64211 | 324,23 | 327,87 | -3,64 | 26 058 560,83 | 26 327 478,51 | -268 917,68 |
| | Praticiens enseignants et hospitaliers titulaires | 64212 | 59,33 | 58,33 | 1,00 | 6 078 752,55 | 5 921 588,52 | 157 164,03 |
| | Attachés et attachés associés en triennal et en CDI | 64221 | 49,40 | 45,89 | 3,51 | 2 612 420,73 | 2 248 685,30 | 363 735,43 |
| | Praticiens contractuels en CDI | 64222 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | **Sous-total permanents I** | **sous-total permanents** | **432,96** | **432,09** | **0,87** | **34 749 734,11** | **34 497 752,33** | **251 981,78** |
| | Praticiens contractuels en CDD | 64231 (contrat > 3 mois) | 74,51 | 75,52 | -1,01 | 4 153 478,88 | 4 028 490,13 | 124 988,75 |
| | Assistants et assistants associés | 64232 (contrat > 3 mois) | 79,29 | 60,64 | 18,65 | 3 154 134,74 | 2 315 081,35 | 839 053,39 |
| | Praticiens enseignants et hospitaliers non titulaires et temporaires | 64233 (contrat > 3 mois) | 42,17 | 42,74 | -0,57 | 1 811 952,46 | 1 821 503,41 | -9 550,95 |
| | Autres praticiens à recrutement contractuel | 64234 (contrat > 3 mois) | 0,04 | 0,00 | 0,04 | 4 328,39 | 0,00 | 4 328,39 |
| | Praticiens à recrutement contractuel sans renouvellement de droit (pour les contrats < 3 mois) | 64231/2/3&4 (contrat < 3 mois) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Attachés et attachés associés en CDD | 64235 | 22,44 | 30,44 | -8,00 | 791 253,71 | 1 048 398,82 | -257 145,11 |
| | **Sous-total (1)** | **sous-total c/6423** | **218,45** | **209,34** | **9,11** | **9 915 148,18** | **9 213 473,71** | **701 674,47** |
| | Internes | 64241&64242 | 498,79 | 485,88 | 12,91 | 15 519 753,04 | 15 114 697,05 | 405 055,99 |
| | Etudiants | 64243&64244 | 621,08 | 612,09 | 9,00 | 1 853 825,02 | 1 728 840,08 | 124 984,94 |
| | **Sous-total (2)** | **sous-total c/6424** | **1 119,87** | **1 097,97** | **21,91** | **17 373 578,06** | **16 843 537,13** | **530 040,93** |
| | Intérim médical | 62113 | 0,14 | 0,17 | -0,03 | 91 519,82 | 120 748,70 | -29 228,88 |
| | **Sous-total non permanents II** | **sous-total non permanents** | **1 338,46** | **1 307,48** | **30,99** | **27 380 246,06** | **26 177 759,54** | **1 202 486,52** |
| | **Total Personnel médical (I+II)** | **TOTAL PERSONNEL MEDICAL** | **1 771,42** | **1 739,57** | **31,86** | **62 129 980,17** | **60 675 511,87** | **1 454 468,30** |
| | | **Vérification** | OK | OK | | OK | OK | |
| el non médical- Titulaires et s | Personnels administratifs | | 747,67 | 711,36 | 36,31 | 21 699 784,98 | 20 407 945,12 | 1 291 839,87 |
| | *Dont personnels de direction* | | 16,37 | 18,91 | -2,54 | 1 583 410,35 | 78 664,13 | 1 504 746,22 |
| | Personnels des services de soins | | 2 672,67 | 2 608,73 | 63,94 | 85 724 382,66 | 82 168 418,43 | 3 555 964,23 |
| | *dont infirmiers (IDE, ISG, IADE, IBODE, Puer)* | | 931,55 | 845,14 | 86,41 | 34 491 385,37 | 30 730 505,57 | 3 760 879,80 |
| | *dont Aide-Soignant* | | 1 155,92 | 1 128,55 | 27,37 | 34 154 956,93 | 32 827 995,29 | 1 326 961,64 |
| | Personnels éducatifs et sociaux | | 29,10 | 31,05 | -1,95 | 904 744,80 | 1 008 839,20 | -104 094,40 |
| | Personnels médico-techniques | | 689,72 | 306,69 | 383,03 | 12 889 461,93 | 12 617 199,63 | 272 262,30 |
| | Personnels techniques et ouvriers | | 355,90 | 678,00 | -322,10 | 19 567 445,04 | 18 867 698,48 | 699 746,56 |
| | **Sous-total (1)** | **6411** | **4 495,06** | **4 335,83** | **159,23** | **140 785 819,21** | **135 070 100,86** | **5 715 718,35** |
| Personnel non médical - Contrats à durée indéterminée | Personnels administratifs | | 93,80 | 118,02 | -24,22 | 2 430 011,15 | 2 766 137,21 | -336 126,06 |
| | Personnels des services de soins | | 926,00 | 1 006,99 | -80,99 | 24 762 092,34 | 26 298 185,13 | -1 536 092,79 |
| | *dont infirmiers (IDE, ISG, IADE, IBODE, Puer)* | | 509,69 | 604,52 | -94,83 | 15 048 888,30 | 16 893 466,41 | -1 844 578,11 |
| | *dont Aide-Soignant* | | 228,00 | 180,36 | 47,64 | 5 930 911,21 | 4 714 313,85 | 1 216 597,36 |
| | Personnels éducatifs et sociaux | | 6,37 | 5,91 | 0,46 | 122 946,03 | 114 696,87 | 8 249,15 |
| | Personnels médico-techniques | | 209,61 | 88,80 | 120,81 | 2 041 214,34 | 2 324 388,17 | -283 173,83 |
| | Personnels techniques et ouvriers | | 76,31 | 234,20 | -157,89 | 6 677 434,39 | 7 051 144,93 | -373 710,53 |
| | **Sous-total (2)** | **6413** | **1 312,09** | **1 453,91** | **-141,82** | **36 033 698,25** | **38 554 552,31** | **-2 520 854,06** |
| | **Total Personnel Permanent (1)+(2)** | **(1)+(2)** | **5 807,15** | **5 789,74** | **17,41** | **176 819 517,46** | **173 624 653,17** | **3 194 864,29** |
| *Personnel non médical - Contrats à durée déterminée et autres* | Personnels administratifs | | 77,27 | 83,51 | -6,24 | 1 484 039,39 | 1 707 854,47 | -223 815,08 |
| | Personnels des services de soins | | 254,96 | 287,32 | -32,36 | 5 668 214,47 | 7 098 820,94 | -1 430 606,47 |
| | dont infirmiers (IDE, ISG, IADE, IBODE, Puer) (RIA) | | 4,60 | 3,32 | 1,28 | 108 790,51 | 89 115,73 | 19 674,78 |
| | dont Aide-Soignant (RIA) | | 102,41 | 145,51 | -43,10 | 2 780 870,43 | 4 076 347,57 | -1 295 477,14 |
| | Personnels éducatifs et sociaux | | 8,15 | 6,00 | 2,15 | 165 101,89 | 124 012,45 | 41 089,44 |
| | Personnels médico-techniques | | 106,72 | 27,70 | 79,02 | 500 328,22 | 770 049,45 | -269 721,23 |
| | Personnels techniques et ouvriers | | 21,62 | 123,15 | -101,53 | 2 355 773,35 | 2 866 900,54 | -511 127,19 |
| | **sous total CDD (1)** | **6415** | **468,72** | **527,68** | **-58,96** | **10 173 457,32** | **12 567 637,86** | **-2 394 180,54** |
| | Dont CDD sur contrats de remplacement (mensualités de remplacement) | | 4,00 | 10,50 | -6,50 | 72 000,00 | 306 009,56 | -234 009,56 |
| | Intérim non médical (2) | 6211 sauf 62113 | 17,90 | 16,14 | 1,76 | 943 780,51 | 858 564,70 | 85 215,81 |
| | Contrats soumis à disposition particulière | 6416 | 0,00 | 0,88 | -0,88 | 157,89 | 16 063,56 | -15 905,67 |
| | Apprentis | 6417 | 2,94 | 2,81 | 0,13 | 50 930,75 | 47 281,37 | 3 649,38 |
| | **Sous-total Emplois aidés (3)** | **Sous-total Emplois aidés** | **2,94** | **3,69** | **-0,75** | **51 088,64** | **63 344,93** | **-12 256,29** |
| | **TOTAL Non Permanents (1)+(2)+(3)** | **(1)+(2)+(3)** | **489,56** | **547,51** | **-57,95** | **11 168 326,47** | **13 489 547,49** | **-2 321 221,02** |
| | **Total Personnel non médical** | **TOTAL PERSONNEL NON MEDICAL** | **6 296,71** | **6 337,25** | **-40,54** | **187 987 843,93** | **187 114 200,66** | **873 643,27** |
| | | **Vérification** | OK | OK | | OK | OK | |
| | **TOTAL Personnel médical + Personnel non médical** | **TOTAL PERSONNEL MEDICAL ET NON MEDICAL** | **8 068,13** | **8 076,82** | **-8,69** | **250 117 824,10** | **247 789 712,53** | **2 328 111,57** |

(*) y compris sages-femmes, contrats aidés et contrats d'apprentissage - hors intérim

(**) pour les EPS

| | | ETP moyens rémunérés au 31/12/n | ETP moyens rémunérés au 31/12/n-1 | Ecart | Rémunérations hors charges (N) | Rémunérations hors charges (N-1) | Ecart |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Personnel médical | | 1 771,42 | 1 739,57 | 31,86 | 62 129 980,17 | 60 675 511,87 | 1 454 468,30 |
| Personnel non médical - Titulaires et stagiaires | | 4 495,06 | 4 335,83 | 159,23 | 140 785 819,21 | 135 070 100,86 | 5 715 718,35 |
| Personnel non médical - Contrats à durée indéterminée | | 1 312,09 | 1 453,91 | -141,82 | 36 033 698,25 | 38 554 552,31 | -2 520 854,06 |
| Personnel non médical - Contrats à durée déterminée et autres | | 489,56 | 547,51 | -57,95 | 11 168 326,47 | 13 489 547,49 | -2 321 221,02 |
| *Total* | | **8 068,13** | **8 076,82** | **-8,69** | **250 117 824,10** | **247 789 712,53** | **2 328 111,57** |

### 1.7.2. Etat AI4 Evénements significatifs postérieurs à la clôture

Plusieurs éléments significatifs postérieurs à la clôture peuvent être mentionnés :

o **TVA** : l'application de la méthode de l'affectation pour le calcul de la TVA déductible a fait l'objet d'une demande de rescrit auprès de l'administration fiscale en février 2017.

Le 08/02/2018, l'administration fiscale a statué sur la demande de changement de méthode de déduction de la TVA et a accepté son application à compter du dépôt de la demande de rescrit. La réponse a toutefois remis en question l'application rétroactive de cette méthode aux exercices antérieurs. Dès lors, l'établissement a maintenu l'évaluation du risque initiale soit 100 % des produits comptabilisés pour un montant de 3 559 792 €.

Le 06/04/2018, une demande de second examen a été sollicitée par le CHU, conformément aux dispositions de l'article L 80 B du livre des procédures fiscales. Le Collège de second examen des rescrits s'est tenu à la DRFiP le 02/07/2018.

En date du 28/08/2018, la DDFiP a adressé au CHU l'avis du Collège de second examen. Ce dernier a considéré que le crédit de TVA relatif à l'année 2012 a valablement été constitué et pouvait faire l'objet d'une imputation ou d'un remboursement.

Dès lors, le CHU a demandé sur la déclaration CA3 d'août 2018, le remboursement du crédit de TVA total existant à cette date soit 2 390 144 €.

Le 8/04/2019, le CHU a reçu un avis de vérification de comptabilité émanant de la DGFiP. Ce contrôle porte sur les taxes sur le chiffre d'affaires sur la période allant du 01/01/2016 au 28/02/2019.

Le contrôle a débuté le 23/04/2019 ; il est toujours en cours à la date d'arrêté des comptes.

Au regard de la réponse de l'administration sur le rescrit et du contrôle en cours, la provision pour risque antérieurement constituée a été partiellement reprise, pour maintenir une couverture du risque à hauteur 700 000 € à la clôture 2018.

o **Le Schéma Directeur Immobilier** :

Le Schéma Directeur Immobilier doit permettre de mettre en œuvre l'ensemble du Projet d'Etablissement. Ses grands axes stratégiques sont la poursuite de la transformation de Pasteur avec la réalisation de la phase 2 de Pasteur 2 et le renforcement de sa vocation d'hôpital d'urgences, la modernisation du site de l'Archet avec notamment le recentrage des activités sur le site de l'Archet 2 et le renforcement de la dimension oncologique du site, le maintien et la restructuration du site de Cimiez avec la création d'un pôle dédié à l'activité de SSR et d'USLD, la vente du site de St Roch en 2019, le regroupement et la sécurisation des plateaux techniques et des fonctions logistiques avec le projet de création d'une plateforme logistique dans la plaine du Var. Ce projet verra son aboutissement total en 2026 avec un total des surfaces qui passera de 235 000m2 à 211 000 m2 dont 80% seront neuves ou rénovées.

Le Schéma Directeur Immobilier 2018-2022 a été présenté aux instances du CHU de Nice et validé par le conseil de surveillance.

Les audits de performance relatif à l'organisation des plateaux techniques ont été engagés.

Les premières opérations de modernisation de l'hôpital de l'Archet ont été réalisées (nouvelle pharmocotechnie, rénovation des STCPO) et l'opération Pasteur 2, confrontée à des difficultés géotechniques, a fait l'objet d'expertises afin de préparer la reprise des travaux.

Dans le contexte de déploiement du plan de transformation du CHU de Nice, les études de modernisation de l'Archet se sont poursuivies, les travaux préparatoires à la reprise de la phase 2 de Pasteur 2 ont démarré et l'organisation cible du projet de regroupement des laboratoires a été formalisée et évaluée.

### 1.6.1. Etat AI5 Informations sur les aspects environnementaux

**GOUVERNANCE DEVELOPPEMENT DURABLE**

La thématique du Développement Durable préoccupe l'ensemble des professionnels du CHU qui l'intègrent, de plus en plus, dans leurs réflexions et projets

L'institution accompagne pleinement la thématique en :

- Intégrant le Développement Durable au sein de la Gouvernance hospitalière comme **axe stratégique** (cf Projet d'établissement, plan de transformation),
- Engageant le CHU dans une **dynamique** respectueuse de son environnement et économiquement viable au travers de chacune de ses activités,
- Considérant la **qualité de vie au travail** comme un facteur déterminant dans la qualité des soins et autres pratiques quotidiennes.

L'organisation transversale mise en place est facteur de cohérence

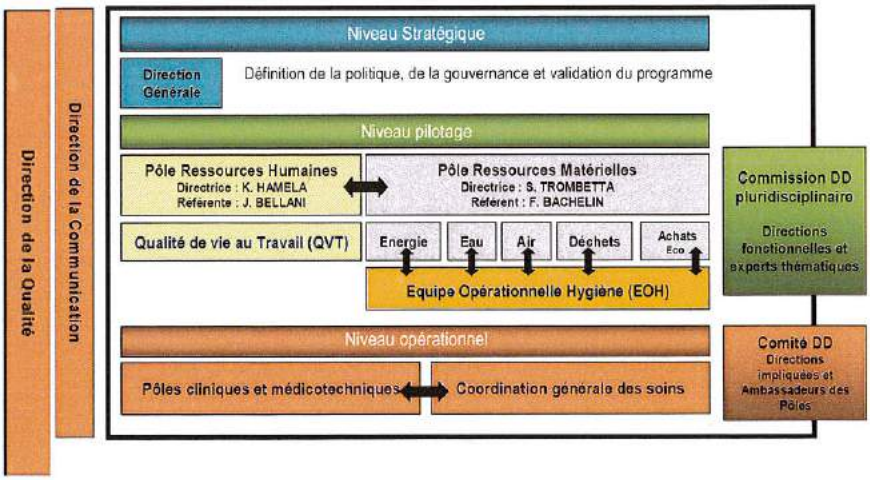
La structuration repose sur **3 niveaux** qui interagissent les uns avec les autres permettant l'écoute et la communication :

1. Une politique et stratégie, définies par **la Direction Générale**

2. Un pilotage et un développement de la démarche conduits par **la Commission Développement Durable**

3. Une aide à la mise en œuvre et à la diffusion d'une culture au sein des pôles d'activités assurée par **le Comité Développement Durable**

Au-delà du souci de **cohérence** de la démarche, un autre enjeu majeur est la **transversalité** et la coordination entre métiers, services, et entités multiples.
Ainsi que l'acquisition d'une **culture** dépassant le fonctionnement hiérarchique (vertical) habituel de l'hôpital.




Depuis 2018, la gouvernance et de la cohérence institutionnelle sont assurées par PRH/PRM. Un soutien méthodologique, une articulation avec le compte qualité et la démarche de certification par le Pôle Parcours Patient

Le périmètre est à géométrie variable avec des priorités originelles tenant compte du contexte réglementaire et institutionnel

EAU

AIR

DECHETS

ACHATS ECORESPONSABLES

ENERGIE

QVT

2018 a vu un élargissement continu de ce périmètre avec de nouvelles thématiques de travail :

DIGITALISATION

RESTAURATION

PAPIER

GESTION DES ESPACES

**GESTION DES DECHETS**

En 2018

- 1 réunion du Groupe Déchets Institutionnel
- 28 filières recensées avec 100% des filières recyclées (21), valorisées (6), réemployées (1)
- 100% des filières intégrées au registre administratif et 100% font état d'un suivi quantitatif et financier
- 100% des filières détiennent une convention ou intègrent un marché
- 65% des procédures sont intégrées dans ENNOVDoc
- 100% des filières détiennent une convention ou intègrent un marché
- 80 unités ont été évaluées : 72% de conformité en unités de soins
- Unités logistiques auditées : 75% de conformité
- 1 évènement indésirable a été déclaré et traité

## QUALITE DE VIE AU TRAVAIL / PROMOTION DE LA SANTE

*Qualité de Vie au Travail : « Les conditions dans lesquelles les salariés exercent leur travail et leur capacité à s'exprimer et à agir sur le contenu de celui-ci déterminent la perception de la qualité de vie au travail qui en résulte » (ANI, juin 2013).*

- Politique QVT définie par le CHU de Nice en 2016 et poursuivie en 2018. 4 axes :
  - La santé au travail, dont la problématique du handicap et du maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap
  - La prévention des risques professionnels, dont les risques psychosociaux
  - L'inscription du CHU dans une démarche de Responsabilité Sociale d'Etablissement, notamment avec les thématiques du télétravail et de l'égalité professionnelle
  - Le projet social, en particulier la procédure d'intégration des nouveaux agents, ainsi que les aspects RH du Développement Durable

Actions 2018 concernant la thématique QVT :

- Poursuite des réflexions et des actions sur les thématiques : égalité professionnelle (organisation d'évènement pour la journée des droits des femmes, désignation d'une référente égalité professionnelle CHU pour l'UCA, projet de salle d'allaitement ...), télétravail (extension du test avec une soixantaine d'agents actuellement en télétravail), risques psycho-sociaux (mise en place d'un dispositif d'alerte et de soutien des agents en situation de souffrance au travail : dispositif COLOMBE).
- Partenariat avec Babilou (ouverture de nouveaux berceaux pour le personnel CHU en crèche de ville)
- Organisation d'une journée « Sauvez votre dos » en partenariat avec la MNH
- Augmentation des interventions du chargé de mission activité physique au travail dans plusieurs services
- Commission Emploi Santé bimensuelle pour accompagner le maintien dans l'emploi des professionnels en situation de handicap (composition : Responsable secteur Maladie, responsable secteur QVT / Référent Handicap, psychologue du travail, médecin du travail, responsable des affectations secteur Gestion Individuelle, DRH adjointe, cadre supérieur de santé responsable du recrutement, conseiller en prévention des risques professionnels et responsable de la cellule performance du pôle Ressources Matérielles).

Promotion de la santé : Bilan des actions du groupe Promotion de la Santé 2018

- 5 réunions du groupe sur l'année
- 1 réunion + 2 demi-journées de formation pour la création d'un jardin pour les patients et les personnels sur un toit de l'Archet.
- 5 groupes de visite de l'Unité de soins de support et soins palliatifs
- 2 groupes de visite du Service d'Ophtalmologie
- Mise en place de 3 nouvelles « boîte à livres » (2 sur Pasteur et 1 sur Cimiez)
- 3 ateliers astuces Zéro Déchet (Olga KROSELJ)
- 1 collecte de jouets en collaboration avec les crèches de l'Archet et Pasteur au bénéfice du Secours Populaire
- 4 conférences (1 sur l'expédition Exploits sans frontières de Noël SMARA et 3 sur le thème «Ecologie et santé » par Béatrice SARTON)
- Soutien à l'organisation du Défi à Vélo Bleu de Noël SMARA à la faveur du Téléthon 2018
- Soutien à l'organisation du "Trigames : triathlon personnels soignants et greffés & Projection du film "Les relais de l'Espoir »
- Soutien à l'Association "Chemin des Rêves" de Christophe Lenoble dans l'organisation du "Tournoi de foot inter hospitalier"
- 3 nouvelles mises en place d'ateliers Bien-être (Shiatsu, Yoga du rire, Méditation)
- Dans le cadre des "Mardis du Bien-être" 16 séances de Sophrologie, 4 séances de Méditation, 9 séances de Toucher-Massage®, 17 séances de Relaxation, 28 séances d'Hypnose & Auto-hypnose, 12 séances de Yoga du rire, 30 séances de Réflexologie plantaire, 12 séances de Balnéo, 24 séances de Shiatsu, Séances animées par le personnel, pour le personnel.

## GESTION DE L'EAU

- Participation au projet régional développement durable de l'ARS notamment les thématiques biocides et résidus médicamenteux avec pour objectif principal la réduction de l'impact potentiel des rejets hospitaliers dans les effluents sur l'environnement. Le CHU a participé à la préparation de la réunion régionale de formation des référents développement durable de la région PACA pour la thématique résidus médicamenteux.
- Poursuite du travail engagé par le Service d'hygiène pour limiter l'usage des biocides dans le cadre de l'entretien des locaux par optimisation des procédures d'entretien (changement de produits ou méthodes) et formation : généralisé à l'ensemble des unités de soins Archet, Pasteur, Cimiez.
- Poursuite de la démarche préventive de contrôle de la concentration des légionnelles dans les réseaux d'eau chaude sanitaire pour réduire le risque d'exposition des patients et améliorer leur sécurité :
    - En 2018 sur un total de 226 prélèvements effectués un taux de 9,3% (21 prélèvements) de non conformité a été observé donnant lieu à des interventions techniques immédiates.
    - La révision du réseau de distribution d'eau chaude sanitaire s'est poursuivi à l'occasion de travaux importants de rénovation notamment sur les sites de L'Archet et Cimiez.
    - Une amélioration du suivi des paramètres (taux de legionelles compris entre 10 et 250 UFC/l, température..) et une révision des procédures ont été mis en place.
- Enfin le dossier de convention de raccordement des effluents avec la métropole pour les cinq sites hospitaliers a été transmis et le dossier de traitement spécifique des effluents du reposoir a été finalisé (consultation en cours).

## GESTION DE L'AIR

- La sensibilisation à l'importance de déclarer les évènements indésirables liés à la qualité de l'air intérieur pour le traitement et le suivi des actions correctives s'est poursuivie en 2018 avec un traitement des évènements par site. Ont été traité en particulier la problématique du bureau des entrées à Pasteur2 et la réduction du risque MEOPA.
- Les contrôles des zones à Environnement Maitrisé sont effectués par la société EOLIA qui effectue un bilan annuel lors d'un COPIL AIR en présence des référents AIR et des responsables de sites afin d'évaluer la signification des non conformités en regard des caractéristiques techniques des zones. Au total 103 prélèvements d'air de ZEM ont été réalisés avec 21% de non conformité mineures (pression différentielle) et 5% majeures ayant nécessité des interventions et contrôles plus poussés.
- Enfin une mise en conformité de Zones à Environnement Maitrisé sont en cours d'études ou de réalisation (PMA, TEP SCAN, labo anapath, néonatalogie, hématologie pédiatrique..)

## ACHATS RESPONSABLES

- Poursuite de la mise à disposition des Acheteurs CHU et mise à jour des informations sur les logos environnementaux et sur les « Achats Responsables » via un outil collaboratif : accès direct aux infos avec R.HA

- Mise en œuvre de la dématérialisation totale des factures à la réception et au traitement

- Trois critères DD dans la base « GAINS ACHATS » :
    - La procédure est-elle éligible à une évaluation DD ?
    - Y a-t-il des clauses DD dans le DCE et/ou dans les critères de jugement des offres (Ecolabels par exemple) ?
    - Y a-t-il une certification DD du fournisseur ?

  Et extension de cette démarche dans le cadre de la fonction achat mutualisée de territoire

**COMMUNICATION**

- Sensibilisation des nouveaux arrivants lors de la journée d'accueil aux enjeux Développement Durable
- Participation à la Semaine Européenne Développement Durable (eco-room, stand alimentation nutrition santé, ateliers et séances de bien-être, « repas bio-vert »).

**ENERGIE**

En 2018, le CHU de Nice aura dépensé environ **7.300.000€ pour les dépenses d'énergies** (gaz, électricité, vapeur) **et de fluide** (eau), en très légère augmentation de 0,1% par rapport à 2017.

Ce résultat est l'engagement de la Direction du Patrimoine Immobilier dans un programme de maîtrise des consommations d'énergies.

Principales actions menées en 2018 :

- La mise en place sur Pasteur 2 d'un Contrat de Performance Energétique (CPE) avec le mainteneur (le CPE permet de fixer contractuellement un objectif d'efficacité énergétique). Les investissements proposés et réalisés par le mainteneur confirment la baisse attendue de consommation de 6 % sur le chauffage et de 9% en électricité, soit une économie de l'ordre de 120 000 € en année pleine.
- La poursuite d'actions d'économies immédiates, sans investissement financier important (ex LED, détecteurs de présence, réglages minuteries éclairages, réductions chasses d'eau, contrôle plus fin des consommations...).
- La réalisation du 3ème Bilan GES (Bilan Carbone). La baisse des émissions de CO2 de 8% en 2017 par rapport à l'année de référence 2011 témoigne des efforts entrepris.